

SAISON ESTIVALE

# Le tourisme domestique reprend

Juillet et août sont les mois de prédilection des Algériens pour partir en vacances. Longtemps réservées à quelques élites, les vacances se sont démocratisées au point où, selon certaines sources, 60 % des Algériens partent l'été en vacances, avec cette particularité de choisir automatiquement un lieu en bordure de mer. En cette période, la côte a la cote...

P 3

ACCOMPAGNEMENT DES  
EXPORTATEURS

## Intense activité d'ALGEX en 2022

L'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX) a mené, en 2022, plusieurs activités visant à soutenir et accompagner les exportateurs et à faciliter leur accès aux marchés extérieurs.

P 2

7000 DE THÈSES DE FIN  
D'ÉTUDES SÉLECTIONNÉES  
POUR L'OBTENTION D'UN  
«DIPLÔME, UNE STARTUP»

## L'université au service de l'économie

L'université s'ouvre de plus en plus sur le monde économique. Des réformes profondes ont été lancées dans ce sens par le gouvernement, tout en adoptant une nouvelle vision. Elle consiste à la préparation des diplômés universitaires au marché du travail.

P 5

FAO/CÉRÉALES

## Une reprise de la production et de la demande prévue en 2023-2024

Alors que la campagne 2022-2023 arrive à son terme, les estimations de la FAO concernant la production mondiale de céréales en 2022 indiquent un repli de 1,0 % en glissement annuel, lequel est imputable à une chute de la production de maïs en premier lieu, puis à une baisse plus modérée de la production de riz et de sorgho.

P 4



Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

RÉUNION DU CONSEIL  
DES MINISTRES

Plusieurs dossiers  
examinés

Le Crédit Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, président, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives et à des exposés concernant les secteurs de la poste et de l'hydraulique, ainsi qu'aux préparatifs des Jeux olympiques de 2024, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives et à des exposés concernant le rôle de l'établissement Algérie Poste dans le soutien à la généralisation des services financiers et du paiement électronique, la stratégie d'utilisation des eaux des stations d'épuration dans l'irrigation agricole et dans l'industrie, et les préparatifs des Jeux olympiques de 2024", lit-on dans le communiqué.

R.E.

HADJ 2023

Plus de  
600 pèlerins ont  
bénéficié  
du crédit  
sans intérêts  
du CPA

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a indiqué, dimanche dans un communiqué, que 611 pèlerins ont bénéficié du "Qard Hassan Hajji", un crédit sans intérêt lancé dans le cadre de son activité de finance islamique.

"Le Crédit populaire d'Algérie est fier d'annoncer que la mission d'accompagnement de nos chers hadjis dans l'accomplissement d'un des piliers de l'Islam, El Hadj, a été réalisée avec succès. En effet, 611 pèlerins ont pu bénéficier du Qard Hassan Hajji, le crédit sans intérêt lancé par le Crédit populaire d'Algérie", est-il indiqué dans le communiqué.

Le montant total de ce crédit sans intérêts, accordé durant la période allant du 30 avril 2023 au 11 juin 2023, s'élève à 180 millions de DA, a fait savoir la banque, soulignant que "cette réalisation témoigne de l'engagement du CPA à offrir des solutions adaptées aux besoins de la clientèle et du citoyen".

Ce crédit, lancé par le CPA dans le cadre de l'activité de finance islamique, a ainsi permis "de renforcer les capacités financières des pèlerins et de faciliter ainsi le règlement du coût financier du Hadj", a ajouté la même source.

ACCOMPAGNEMENT DES EXPORTATEURS

Intense activité d'ALGEX en 2022

L'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (ALGEX) a mené, en 2022, plusieurs activités visant à soutenir et accompagner les exportateurs et à faciliter leur accès aux marchés extérieurs.

Par R.E.

Outre ses efforts de vulgarisation des mesures et facilitations visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures à travers le territoire national, ALGEX a contribué à la préparation du projet d'ouverture de la ligne maritime "Alger-Nouakchott-Dakar" et conclu des accords et mémorandums de coopération avec des agences similaires à l'étranger en vue de consolider les relations de partenariat et la coopération internationale, selon le bilan de cette agence (sous tutelle du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations), dont l'APS a obtenu une copie. Au titre des mesures d'accompagnement des exportateurs algériens pour faciliter leur accès aux marchés extérieurs, le bilan indique que 1580 opérateurs économiques et exportateurs avaient été reçus, en 2022, au niveau de "Dar El Moussader" au siège d'AL-

GEX, précisant que les opérateurs avaient également été informés et orientés lors d'entretiens "Visio-Export".

La même année, un procès-verbal a été établi par l'agence sur les propositions et recommandations à même de surmonter les obstacles qui se dressent devant l'exportation des dattes algériennes vers certains marchés internationaux, avec la mise en place de mesures d'urgence et d'autres à moyen terme. Toujours dans le cadre du soutien et de l'accompagnement des exportateurs vers les marchés internationaux, l'agence a organisé une réunion de coordination avec les exportateurs vers le marché américain pour évaluer le commerce bilatéral et discuter des opportunités et avantages de ce marché pour les produits algériens et des obstacles qui entravent leur accès à ce marché.

Par ailleurs, ALGEX a eu un riche programme au titre de la promotion des relations d'affaires, de l'accompagnement des opérateurs économiques algériens et de l'organisation et de l'encadrement de la partici-

pation des entreprises algériennes dans divers salons, foires et événements économiques organisés à l'étranger.

Dans ce cadre, l'agence a développé la plateforme numérique "ALGERIA EXPORTERS", qui permet aux exportateurs algériens de faire connaître leurs entreprises et leurs produits et de nouer des relations d'affaires avec des opérateurs étrangers.

Selon ALGEX, la plateforme compte 183 exportateurs inscrits, sachant que 400 demandes d'inscription ont été reçues en 2022. L'agence a également encadré la participation algérienne dans des salons généralistes et spécialisés organisés à l'étranger (France, Sénégal, Russie et Turquie) et organisé des événements analogues au niveau national, dont la manifestation Assihar de Tamanrasset et la Journée d'étude sur l'exportation des dattes organisée au siège de l'agence.

ALGEX a aussi œuvré au renforcement de la coopération avec les agences de soutien à l'exportation de divers pays.

ANESTHÉSIE DENTAIRE

Le Conseil de l'éthique médicale pointe le lobbying d'un importateur

Le Conseil de l'éthique médicale a démenti, ce dimanche dans un communiqué rendu public, les rumeurs bruissant sur une persistance de l'indisponibilité des produits anesthésiants pour la chirurgie dentaire. Il a estimé que ces allégations visent « à créer des troubles et l'instabilité dans le corps des chirurgiens-dentaires en particulier, et chez les citoyens en général ». L'instance a affirmé que les fluctuations, constatées il y a quelques semaines, sur ces produits, sont l'effet de la spéculation et de jeux de lobbying d'un importateur, qui veut maintenir le monopole sur ce segment du marché national de produits pharmaceutiques.

Allant au bout de ses révélations, le Conseil de l'éthique médicale soutient que cet opérateur « veut imposer un pro-

duit spécifique, malgré son prix élevé, d'où un bras de fer avec le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique ».

Il a condamné ces pratiques, en soulignant que la seule parade serait la production locale des anesthésies dentaires. Dans l'intervalle, il a appelé le ministère de tutelle à assurer « l'approvisionnement du marché national en des produits, conformes à toutes les normes de qualité et de sécurité, et à des prix raisonnables pour protéger le système de santé et l'économie nationale ».

Il a jugé impératif d'ouvrir une enquête approfondie sur ceux qui tirent profit de la spéculation et ceux qui l'alimentent. Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique avait communiqué, au début du mois de juin, sur ce

dossier, en certifiant avoir pris des mesures pour la disponibilité des produits d'anesthésie dentaire.

Il a affirmé que le marché a été approvisionné à hauteur de 10 000 boîtes, contenant chacune 50 doses, soit un nombre global de 500 000 doses distribuées au cours du mois de mai 2023.

Plus de 9 700 boîtes contenant chacune 50 doses, soit l'équivalent de 485 000 doses, ont été libérées par l'Agence nationale du médicament. Elles ont été mises sur le marché durant le mois de juin. L'arrivée de 60 000 boîtes (l'équivalent de 3 000 000 de doses) est prévue pour ce mois de juillet. Elle sera suivie par un autre lot de 70 000 boîtes supplémentaires (3 500 000 doses).

PRÉVU DU 19 AU 22 JUILLET À LA SAFEX

2<sup>e</sup> édition du Salon national du textile

La 2<sup>e</sup> édition du Salon national du textile, du cuir et de l'habillement (Sitex), qui se tiendra du 19 au 22 juillet courant au Palais des expositions de la Safex, sera l'occasion de la mise en place du cluster national du textile, regroupant l'ensemble des entreprises évoluant dans ce secteur.

Initié par le ministère de l'Industrie, en janvier dernier, à l'occasion de la tenue des assises nationales du secteur textile et cuir, le cluster national de cette filière industrielle sera officiellement mis en place avec le regroupement de l'ensemble des opérateurs économiques affiliés à ce secteur.

Selon président de la Fédération nationale textile et cuir (FNTC), Belhadj Tebbakh, ce cluster « aura pour mission de défendre les intérêts des entreprises du textile, de proposer des solutions aux différents problèmes qu'elles rencontrent, mais aussi d'organiser le marché dans lequel elles évoluent et les activités d'importation et d'exportation qu'elles assurent ».

S'agissant du Salon, Tebbakh affirme qu'il constituera un grand rassemblement professionnel, révélant les tendances du moment dans le secteur du textile. Il réunira pas moins de 150 exposants de l'industrie du textile, du cuir et de l'habillement, avec pour objectif d'of-

frir aux acteurs professionnels nationaux des offres dans plusieurs segments, dont les matières premières, les tissus, les cuirs, les fibres et les produits finis d'habillement et d'accessoires de mode, ainsi que les machines industrielles, logiciels, procédés et services. C'est aussi, ajoute-t-il, l'occasion de « montrer aux autorités en charge du secteur le niveau industriel atteint par nos producteurs, la qualité des produits et le potentiel dont jouit cette filière industrielle longtemps ignorée ».

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

SAISON ESTIVALE

# Le tourisme domestique reprend

Juillet et août sont les mois de prédilection, des Algériens pour partir en vacances. Longtemps réservées à quelques élites, les vacances se sont démocratisées au point où, selon certaines sources, 60 % des Algériens partent l'été en vacances, avec cette particularité de choisir automatiquement un lieu en bordure de mer. En cette période, la côte a la cote...

Par Réda Hadi

**E**n ces temps de chaleurs, rien ne vaut que la fraîcheur des vagues sur les corps pour se rafraîchir. On a pu observer depuis une quinzaine d'années, la prolifération de complexes privés et de campings. A chacun ses moyens, mais partir en vacances est devenu sacré. Une habitude qui a gagné les habitants du Sud; qui veulent eux aussi profiter des bienfaits de cette eau salée. Durant ces deux mois, les côtes algériennes voient augmenter leurs populations 6 fois plus, selon des estimations d'habitants. Les dispositions des pouvoirs publics ont également augmenté cette propension de nos concitoyens à souffrir un bol d'air. De la côte ouest à celle de l'Est, en passant par le centre, les complexes affichent complets tout comme les campings. Pourtant cette année, les voyageurs se plaignent du manque de clientèle, pour l'étranger, alors qu'avant la Covid, leurs carnets de commandes étaient pleins, et ils leur arrivaient même de refuser du monde.

Un voyageur de Bordj El Bahri, nous a assuré que de nos jours, les destinations prisées ne le sont plus. La Tunisie ou la Turquie, ne font plus recette, de par l'inflation qui y sévit et la cherté de la vie, elles ne sont plus demandées. Pour la destination France, c'est plus compliqué, au regard des restrictions de visas. Selon lui, elles représentaient plus de 70 % de son chiffre d'affaires.

## Le bouche à oreille et internet ont brisé leurs ambitions

Si les bons de commandes sont

pratiquement vides en été, les voyageurs disent que maintenant les gens, ont recours à internet pour s'assurer une location en bord de plage, avec tous les risques qu'ils peuvent encourir. Et de déplorer tout de même cet acharnement qu'ont nos concitoyens, à ne vouloir que la mer, alors que d'autres formes de tourisme existent. Effectivement, même si les pouvoirs publics encouragent énormément le développement le tourisme de campagne, de randonnées, d'histoire, ou de chambres d'hôtes, ils sont encore à l'état embryonnaire, et les quelques offres annoncées ne sont pas suffisantes pour une plus grande appréhension de ce type de tourisme. Certains avancent que par manque de culture appropriée, il sera difficile de faire changer d'avis à nos concitoyens, tant ils sont casaniers et routiniers.

## En attendant vive la plage...

D'Oran à El Kalla, les algériens ont leurs plages préférées, le même centre touristique et le même camping. Quel qu'il soit le lieu, il ne déroge pas à la règle, espérant chaque année, une amélioration des prestations.

## Région Ouest

Dans cette région, c'est les wilayas de Mostaganem et Tlemcen qui tiennent le haut du podium. Leurs renommées sont telles, que les rues sont bondées en cette période, les embouteillages quotidiens, et les marchés saturés. C'est un véritable casse tête pour les autorités communales que de gérer cet afflux de gens et de leur assurer le minimum, particulièrement l'eau. Les quelques points rares qui

reste dans ces wilaya sont pris d'assaut aussi, par les vacanciers journaliers. Ceux-ci viennent des profondeurs de la wilaya pour ne serait-ce qu'une journée. Rencontrée à Mers El Hadjadj, une station très prisée de la wilaya d'Oran, Mme Hafida, nous explique «Il y a peu de temps cette région était vide et sauvage, ce qui m'a fait l'aimer. Maintenant, c'est devenu bondé, ce qui ajoute à la détérioration de l'environnement. Les prestations s'en ressentent et pourtant j'y reviens chaque année». Pour tous ces estivants l'envie est trop forte, et impossible de résister à l'appel de la mer.

## Au Centre, c'est pour la journée

Au centre du pays, les plages d'Alger, ne sont occupées que par ceux de la journée, venus se détendre, car pour louer, il faut aller dans les wilayas limitrophes (Tipasa, Boumerdes, Jijel, Bejaïa). Dans ces wilayas, les complexes touristiques sont foisons et les campings aussi. Dans un camping très connu à Zemouri, situé en pleine forêt, à quelques encablures de la mer, les estivants se disent assez satisfaites des améliorations qui ont été apportées à leur lieu de villégiature. « Nos vacances sont de plus en plus agréables, car les géants ont compris l'efficacité des prestations, qui nous feront revenir », nous dit Ammar, qui précise que c'est la 3<sup>e</sup> année qu'il fréquente ce camping.

## L'Est reste dominé par Skikda et Annaba

Dans le Littoral Est, Skikda et Annaba, restent les wilayas les plus prisées, particulièrement par les habitants des régions Sud. A Tamanart, dans la daïra de Collo, c'est un vrai tohu bohua,

ca ne sont que des interpellations entre copains, qui cherchent un moyen de locomotion pour aller à Tamanart. Réputée pour être restée à l'état sauvage avec des sites inoubliables, cette région se déprécie à cause d'une mauvaise prise en charge de ce volet touristique «Avec les copains, nous venons chaque année, et chaque année, cela s'empire dans tous les domaines, hygiène, sécurité, ambiance. Tout manque, et pourtant c'est tellement beau et magnifique, que nous revenons », nous dit Aymen, un jeune de Biskra. Les algériens aiment les vacances et en dépit de quelques mésaventures, reviennent à leur lieu de prédilection. Les sociologues expliquent cela, par un effet d'accoutumance, et surtout par les liens affectifs et amicaux qui sont tissés durant cette période. En effet, l'Algérien a cette particularité d'aimer plus les gens que les lieux. Et même si l'endroit qu'ils ont choisi pour les vacances, ne représente pas l'idéal, il n'en demeure pas moins, l'endroit de l'été où l'on retrouve les gens que l'on apprécie, même le temps des vacances. Durant ces deux mois, beaucoup de métiers trouvent leurs comptes, même ceux occasionnels. Est-ce à dire que le tourisme domestique a repris du poil de la bête ? Les spécialistes se méfient de cette embellie, car ils la jugent éphémère, comme une vague à la mode. En effet, pour eux, on ne peut parler de reprise d'un secteur, si elle n'est pas la conséquence d'un programme ou d'une action politique fermement engagée. Des défauts existent, et il est aisé de les identifier et d'y apporter la solution la meilleure.

CONSTANTINE

## Réception

### de 3 projets

### d'aménagement

### et d'ouverture de

### pistes forestières

Trois (3) projets portant aménagement et ouverture de 21 km de pistes forestières réparties sur deux (2) communes de la wilaya de Constantine, ont été réceptionnés, au titre du premier semestre de l'année 2023, a-t-on appris ce dimanche auprès de la conservation des forêts.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par les services de la conservation des forêts visant la prévention des incendies pouvant être enregistrés durant cet été et le désenclavement des populations riveraines, a précisé à l'APS le chargé d'information et de communication au sein de cette conservation, Ali Zegrour. L'opération a concerné l'aménagement de dix (10) km à la forêt de Chettaba dans la commune d'Aïn Smara et de six (6) km au site forestier d'El Hedadj sur les hauteurs de la commune d'Ibn Badis, a-t-il souligné.

Les actions entreprises en la matière, a encore fait savoir M. Zegrour, ont consisté également en l'ouverture de cinq (5) km de pistes forestières à la zone reculée Sidi El Houas dans la commune d'Ibn Badis, dans le cadre du désenclavement de cette région rurale éloignée. Le représentant local de ce secteur a ajouté dans ce même contexte que deux (2) autres projets portant désenclavement et ouverture de dix (10) km de pistes forestières dont huit (8) km à la zone forestière de Medjabria (Zighoud Youcef) et deux (2) km à la mehta Laâzib Taghla dépendant de la commune d'Ibn Ziad (Nord -Ouest de Constantine), sont en voie de réalisation, notamment que le lancement de ces opérations est tributaire du parachèvement des procédures administratives.

TAMANRASSET

## Départ en vacances du premier groupe d'enfants vers le littoral

**L**e premier groupe d'enfants de la wilaya de Tamanrasset, a pris le départ vers le littoral, dans le cadre des camps de vacances pour l'actuelle saison estivale, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Composé de 200 enfants issus de différentes communes de la wilaya, ce premier groupe s'est envolé samedi soir depuis l'aéroport de Tamanrasset, pour bénéficier d'un séjour sur le littoral d'une période

de 12 jours, a indiqué le directeur du secteur, Hassani Moulay Abdelkrim. Et d'ajouter qu'un millier d'enfants se répartissent sur cinq groupes de 200 enfants chacun, vont bénéficier de ces camps de vacances dans les wilayas d'Oran et Mostaganem, sous la supervision des encadreurs du secteur. Le même responsable a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya de Tamanrasset compte actuellement huit bassins de natation, en plus d'une piscine semi-

olympique et cinq autres de proximité à travers différentes communes.

La DJS de Tamanrasset a consacré, à l'occasion de la saison estivale, une dizaine de bassins mobiles de natation, notamment au profit des enfants des zones rurales et enclavées.

Aussi, des activités et tournois dans diverses disciplines sportives tels que le football et le basketball, sont au programme spécial pour la saison estivale à Tamanrasset.

PLAGE EL ATTAF (JIJEL)

## 6 campeurs sauvés

Les services de la Protection civile de Jijel ont sauvé samedi soir six (6) campeurs coincés dans une plage non surveillée dans la commune Kheiri Oued Adjoul à l'extrême Est de la wilaya, a appris dimanche l'APS de ce corps constitué. L'opération a été menée suite à un appel au secours parvenue au centre opérationnel des ser-

vices de l'unité principale de Jijel, de la part de 6 jeunes de la wilaya de Sétif qui campaient à la plage non surveillée « El Attaf » située à la commune Kheiri Oued Adjoul dont l'accès s'effectue via la mer uniquement, a précisé la même source. Une brigade du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)

est intervenue pour aider ces campeurs, selon la même source qui a détaillé que l'opération de recherche menée par la brigade piétonne relevant du GRIMP à travers la forêt sur une distance de 5km et dans un relief très difficile a duré plus de 7 heures, puisque l'intervention via la mer était impossible car « agitée ».

Les éléments de la protection civile ont pu accéder au site des campeurs concernés dans des heures tardives de la nuit et y ont passé la nuit avec eux avant de les évacuer à l'aube via des pistes forestières et les transporter par la suite au chef-lieu de wilaya, selon la même source.

## D'UN MONTANT DE 174,7 MILLIONS DE DOLLARS Le Fonds pour l'environnement mondial approuve 26 projets

Plusieurs projets se concentrent sur le retour des paysages dégradés à des écosystèmes fonctionnels. Capitalisant sur une dynamique de plus en plus forte qui consiste à s'attaquer aux problèmes environnementaux en s'intéressant aux modalités de production des aliments et des fibres que nous consommons, le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé 26 projets menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

«La réalisation du Programme 2030 repose sur une planète et des populations en bonne santé. Ces projets aideront les pays à conserver et à utiliser durablement les ressources naturelles, tout en fournissant une alimentation nutritive et des moyens de subsistance écologiques et résilients face au climat, et contribueront à la réalisation du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et de l'Accord de Paris», a déclaré Mme Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, se félicitant de l'approbation des projets par la 64<sup>e</sup> session du Conseil du FEM, qui s'est tenue à Brasilia.

Ces nouveaux projets totalisent 174,7 millions d'USD de financement du FEM et mobilisent 1,2 milliard d'USD en cofinancement. Ils permettront au partenariat que la FAO entretient avec le FEM d'aider des pays à accéder à plus de 1,4 milliard d'USD de financement et à mobiliser plus de 9 milliards d'USD de cofinancement pour transformer les systèmes agroalimentaires et produire des solutions aux problèmes de la perte de biodiversité, du changement climatique, de la dégradation des écosystèmes et de la pollution des sols, de l'eau douce et des océans, a précisé Mme Semedo.

Ces 26 projets aideront les pays à mettre en gestion ou à améliorer la gestion existante de près de 17,9 millions d'hectares de zones protégées sur terre et en mer, à rendre plus durables les pratiques halieutiques, forestières et agricoles sur plus de 27 millions d'hectares de territoires continentaux et marins, à restaurer 820 000 hectares d'écosystèmes, à compenser 275 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, à améliorer la gestion coopérative de quatre écosystèmes aquatiques partagés et à en faire bénéficier 1,6 million de femmes et d'hommes.

R. I.

## FAO/CÉRÉALES

# Une reprise de la production et de la demande prévue en 2023-2024

Alors que la campagne 2022-2023 arrive à son terme, les estimations de la FAO concernant la production mondiale de céréales en 2022 indiquent un repli de 1,0 % en glissement annuel, lequel est imputable à une chute de la production de maïs en premier lieu, puis à une baisse plus modérée de la production de riz et de sorgho.

Par R E

Principalement en raison du resserrement des disponibilités et de la hausse des prix, l'utilisation de céréales devrait également fléchir en 2022-2023, de 0,9%, un recul qui est à mettre au compte d'une diminution de l'utilisation de céréales secondaires et de riz dans l'alimentation animale, ainsi que d'une forte baisse des autres utilisations de toutes les principales céréales, tandis que la consommation alimentaire a continué à progresser.

Étant donné que, selon les estimations, la production mondiale de céréales devrait être supérieure à l'utilisation, les stocks de céréales à la fin des campagnes de 2023 devraient croître légèrement (0,2 %) par rapport à leurs niveaux d'ouverture, un gonflement des stocks de blé et d'orge devant contrebalancer un tassement des stocks de maïs, de riz et de sorgho.

On prévoit une contraction de 2,3 % des échanges mondiaux de céréales en 2022-2023 par rapport à leur niveau en 2021-2022, car on estime que les volumes des échanges de toutes les principales céréales, à l'exception du blé, devraient reculer.

Concernant les perspectives pour la campagne 2023-2024, les premières indications montrent une probable hausse de 1,0 % de la production mondiale de céréales en 2023, qui atteindrait 2 813 millions de tonnes (riz

en équivalent usiné compris). Parmi les principales céréales, la plus grande partie de cette hausse serait à mettre au compte de la production de maïs, mais l'on prévoit également une augmentation de la production de riz et de sorgho. Ces hausses devraient être partiellement compensées par une baisse de la production de blé et de la production d'orge, qui devraient tomber en dessous de leurs niveaux de 2022.

D'après les premières prévisions de la FAO, l'utilisation mondiale de céréales en 2023-2024 devrait atteindre 2 803 millions de tonnes environ, soit une hausse de 0,9 % par rapport au niveau estimé pour 2022-2023, laquelle s'explique presque entièrement par la croissance de l'utilisation de céréales secondaires qui est prévue.

L'accroissement de l'utilisation dans l'alimentation animale, principalement du maïs, est le facteur prépondérant de cette augmentation prévue, suivi par la hausse de la consommation alimentaire, en particulier de blé et de riz. L'utilisation industrielle ne devrait progresser que marginalement, les hausses prévues concernant le maïs, le riz et l'orge.

Compte tenu des estimations initiales de la FAO portant sur la production de céréales en 2023 et leur utilisation en 2023-2024 au niveau mondial, les stocks mondiaux de céréales pourraient croître de 1,7 % par rapport à leur niveau d'ouverture et atteindre un niveau record de 873 millions de tonnes.

Parmi les principales céréales, ce sont les stocks de maïs qui devraient enregistrer la plus forte hausse, suivis des stocks de riz et d'orge. En revanche, les réserves de blé et de sorgho descendront probablement en dessous de leurs niveaux d'ouverture. Au vu des prévisions actuelles concernant l'utilisation et les stocks, le rapport stocks/utilisation de céréales devrait légèrement reculer et passerait ainsi de 30,6 pour cent en 2022-2023 à 30,4 pour cent en 2023-2024.

Les échanges mondiaux de céréales devraient atteindre 472 millions de tonnes, soit un niveau proche de celui de 2022-2023. Le fléchissement des échanges mondiaux de blé qui est prévu devrait compenser la hausse attendue des échanges mondiaux de céréales secondaires et de riz. En mai 2023, l'Indice FAO des prix des céréales a affiché une valeur moyenne de 129,7 points, soit, par rapport au niveau record atteint l'année dernière, une chute de 43,9 points (25,3 pour cent), qui s'explique par le net recul des prix mondiaux du blé et des céréales secondaires, tandis que les prix du riz ont augmenté par rapport à leur valeur enregistrée il y a un an. Malgré ce retrait très marqué par rapport à son niveau record de mai 2022, l'indice FAO des prix des céréales, en mai 2023, enregistrait encore une valeur supérieure de 8,8 points (7,1 pour cent) à sa moyenne quinquennale pour ce même mois.

## GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

# Une panoplie complète pour aider les pays frappés par des catastrophes naturelles

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé aujourd'hui une série de mesures nouvelles et d'une large portée, destinées à aider les pays à répondre rapidement et efficacement aux crises de plus en plus nombreuses. Lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, Ajay Banga a annoncé la mise en place d'une large gamme d'instruments pour la préparation aux crises, la riposte et le redressement, parmi lesquels : 1) la suspension des paiements au titre de la dette ; 2) la réorientation des financements ; 3) le rattachement de la préparation aux crises à l'octroi des financements ; 4) l'appui aux projets de développement avec le concours du secteur privé ; et 5) la mise en place d'une assurance renforcée contre les catastrophes sans un alourdissement correspondant de la dette. Le Groupe de la Banque mondiale a pour objectif de créer un monde sans pauvreté sur une planète habitable. Nous œuvrons pour que les populations soient mieux préparées aux menaces de toutes sortes en partageant notre expertise, en renforçant la résilience et en fournissant des assurances contre les risques.

Les interventions envisagées dans la nouvelle panoplie consistent notamment à :

1. Proposer une pause dans le remboursement de la dette pour

permettre aux pays de se concentrer sur ce qui importe, plutôt que de s'inquiéter de ce qu'il faut payer : le Groupe de la Banque mondiale va instituer des clauses de suspension temporaire du paiement de la dette après un choc climatique pour permettre aux pays de mettre toute leur énergie à répondre aux besoins urgents de leurs populations et non à rembourser la dette. Ce dispositif accordera aux pays les plus vulnérables une trêve dans le remboursement de leur dette en cas de crise ou de catastrophe. Ces nouvelles clauses seront d'abord appliquées aux clients les plus vulnérables, et nous entendons tirer les enseignements de l'expérience et travailler avec toutes les parties prenantes pour en élargir la couverture.

2. Donner aux pays une nouvelle marge de manœuvre pour réaffecter rapidement une partie de leurs ressources aux interventions d'urgence, afin que les fonds soient immédiatement accessibles : le Groupe de la Banque mondiale va mettre en place un nouvel outil d'intervention rapide offrant à tous les pays clients la possibilité de réaffecter immédiatement une partie de leur portefeuille de prêts afin de répondre à des besoins urgents en cas de crise, par exemple en redéployant des fonds non décaissés destinés à des projets d'infrastructure à long terme pour réagir sans tarder face à une catastrophe.

3. Aider les gouvernements à mettre en place des systèmes d'anticipation des situations d'urgence pour qu'ils soient prêts à réagir dès le premier jour : pour permettre à un plus grand nombre de pays d'instaurer des systèmes de gestion des situations d'urgence et de disposer de financements à décaissement rapide en temps de crise, le Groupe de la Banque mondiale rattachera de plus en plus les investissements dans la prévention et la préparation au financement du soutien aux ripostes aux catastrophes et aux crises. Nous renforcerons également l'expertise et le soutien analytique que nous mettons à la disposition de tous les pays pour l'élaboration de stratégies de préparation aux crises et de financement des ripostes.

4. Fournir de nouvelles formes d'assurances qui soutiendront les projets de développement, permettant ainsi aux activités de reprendre rapidement : le Groupe de la Banque mondiale révisera ses outils pour soutenir plus efficacement les clients du secteur privé dans la prévention et la réponse aux crises. Les entreprises pourront poursuivre leurs activités et protéger les emplois, renforçant ainsi leur résilience et leur viabilité à long terme. L'Agence multilatérale de garantie des investissements s'est associée au secteur privé de l'assurance dans le cadre d'un partenariat public-privé,

le Forum pour le développement de l'assurance, dans le but de proposer une solution novatrice : l'assurance paramétrique ; pour sa part, la Société financière internationale a mis au point un dispositif de réponse aux crises piloté par le secteur privé afin d'aider les institutions financières à faire face aux conséquences des catastrophes naturelles dues au changement climatique.

5. Mettre en place une assurance renforcée contre les catastrophes pour fournir des ressources sans alourdir la dette : le Groupe de la Banque mondiale renforcera ses solutions d'assurance contre les catastrophes, telles que les obligations catastrophe, donnant à tous les pays la possibilité d'intégrer cette assurance dans les produits de prêt. Étant donné que cette assurance n'est pas à la portée de tous les pays, nous travaillerons avec les bailleurs de fonds pour rendre ces produits économiquement accessibles aux pays à faible revenu, notamment au moyen de financements permettant de réduire le coût des primes d'assurance. Les produits d'assurance renforcée contre les catastrophes ainsi promus pourront fournir des ressources aux pays frappés sans alourdir leur dette. L'ensemble de ces mesures mettrait à la disposition de tous les pays des milliards de dollars pour répondre aux crises.

7000 DE THÈSES DE FIN D'ÉTUDES SÉLECTIONNÉES POUR L'OBTENTION D'UN «DIPLÔME, UNE STARTUP»

## L'université au service de l'économie

*L'université s'ouvre de plus en plus sur le monde économique. Des réformes profondes ont été lancées dans ce sens par le gouvernement, tout en adoptant une nouvelle vision. Elle consiste à la préparation des diplômés universitaires au marché du travail.*

Par Sirine R

Le mécanisme « Un diplôme, une startup » connaît un engouement de la part des étudiants et pourrait être un coup de starter pour l'entrepreneuriat dans notre pays. D'ailleurs, durant cette année universitaire 2022-2023, quelque 7 000 thèses de fin d'études sélectionnées, par une commission scientifique, pour l'obtention d'un label « diplôme-startup ».

« Sur les 11 000 idées innovantes enregistrées au courant de l'année universitaire 2022-2023, 7 000 entres elles ont été sélectionnées et seront aptes à devenir des startups, des micro-entreprises et brevet d'innovation », a déclaré Ahmed Mir, président de la commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Ce dernier a fait savoir que 1075 de mémoires fin d'étude Master ont été déjà présentés dans le cadre du mécanisme « un diplôme, une startup », dont l'opération est toujours en cours, et 3 000 autres seront présentés en septembre prochain.

Un accompagnement adéquat a été assuré par l'université et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), notamment en matière de coaching, formation et

financement pour la création d'une micro-entreprise ou une startup, dans les domaines de la sécurité alimentaire, industriels, technologique et le-commerce.

Le même responsable a précisé que l'objectif principal de l'instauration de la loi 12-25 (Un diplôme, une startup) et de faire sortir l'université de son isolement, en s'ouvrant et en s'impliquant davantage dans le développement socio-économique du pays.

« Notre démarche est d'impliquer davantage l'université dans le monde économique et d'aller chercher et proposer des solutions à des problématiques économiques ayant un lien direct avec le développement économique du pays et le bien-être du citoyen. L'université doit impérativement adhérer dans la politique socio-économique du pays, en proposant des projets et des solutions pour un développement durable de notre économie », souligne-t-il.

La nouvelle stratégie de notre ministère, ajoute-t-il, c'est de s'ouvrir sur l'environnement économique. Des conventions et des projets ont été concrétisés sur le terrain.

Les chefs d'entreprises et le monde économique d'une manière générale sont appelés, de leur côté, à se rapprocher des centres de recherches et des universités pour poser leurs problèmes à la communauté universitaire.

Concernant le climat des affaires, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur a indiqué que des décisions importantes ont été prises par l'Exécutif afin

d'améliorer le climat des affaires. Il y a lieu de citer la création d'un fonds dédié exclusivement pour les startups, des incubateurs, un centre pour le développement de l'entrepreneuriat et autres.

« Le climat des affaires dans notre pays est en net amélioration. Nous travaillons pour la réunion de toutes les conditions pour donner de l'espoir à l'Étudiant, en l'incitant à rester dans le pays ».

### Création de 17 maisons de l'intelligence artificielle à travers le pays

Intervenant, hier dimanche, sur les ondes de la radio nationale, le président de la commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, le Professeur Ahmed Mir a annoncé la création de 17 maisons dédiées à l'intelligence artificielle à travers plusieurs universités du pays dès septembre prochain.

Il a expliqué que « l'objectif de la création de ces maisons est la généralisation de la culture de l'intelligence artificielle et des systèmes modernes de traitement des informations. « L'utilisation de l'intelligence se généralise aujourd'hui et elle est appliquée dans la création de nouvelles applications et plateformes. Elle accompagne également les changements dans le monde. L'Algérie doit suivre ce changement majeur notamment à travers la mise en application des stratégies adoptées par le ministère de l'Enseignement supérieur » a déclaré l'intervenant.

Le même responsable dévoilera dans son intervention les principaux axes de la stratégie adoptée par le ministère concernant la généralisation de l'intelligence artificielle :

« L'année 2023/2024 sera l'année universitaire de l'intelligence artificielle qui sera introduite au sein de nos universités et les systèmes d'enseignement et de formations. Une approche qui se fera avec l'aide des membres du Conseil scientifique de l'intelligence artificielle installés au cours du mois de juin dernier » a-t-il encore expliqué.

M. Mir dira par ailleurs, que l'introduction et la généralisation progressive de l'intelligence artificielle dans le milieu universitaire apportera un apport significatif pour le secteur mais aussi pour les secteurs économiques. « Les acteurs des secteurs économiques pourront bénéficier de cette technologie pour développer leurs activités et apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale. Les universités algériennes disposent de l'énergie et des moyens nécessaires pour concrétiser cet objectif » a déclaré M. Mira, qui n'a pas manqué de rendre hommage aux nombreux étudiants algériens qui proposent des idées innovantes dans le cadre de ce processus et aussi aux étudiants qui ont honoré l'Algérie lors de leur participation à différents concours internationaux.

HUAWEI

## Adopter la transformation 5G

Lors de la journée d'ouverture du MWC Shanghai 2023, Sabrina Meng, présidente tournante et directrice financière de Huawei, a présenté un discours intitulé « Embrasser la transformation 5G ».

Mme Meng a souligné que la 5G est utilisée commercialement dans le monde entier depuis quatre ans. Elle est à l'origine d'une nouvelle création de valeur, et la 5.5G est la prochaine étape de la 5G. La science et la technologie évoluent vers de grands systèmes complexes. Pour cela, il faut adapter la technologie à des scénarios spécifiques et procéder à l'ingénierie des systèmes, afin d'ouvrir la voie au succès continu de la 5G.

**La 5G crée de la valeur sur trois fronts différents**

La 5G est utilisée commercialement depuis quatre ans. Dans tous les secteurs d'activité et dans d'innombrables foyers du monde entier, il modifie notre façon de travailler et de vivre, créant une valeur économique, industrielle et sociale considérable.

Pour les consommateurs, la 5G, le cloud et l'IA ont déclenché une réaction en chaîne, de nouvelles formes d'entreprises apparaissent en grand nombre et un effet multiplicateur est facilement perceptible.

Pour les industries, pour devenir un moteur de productivité, la 5G doit devenir un composant des systèmes de production. C'est la seule façon pour la 5G de trouver une application industrielle à grande échelle. La patience stratégique, la compréhension approfondie des scénarios industriels et les améliorations constantes du retour sur investissement ont permis à la 5G de s'implanter dans les applications industrielles.

À l'avenir, la 5G donnera naissance à de nouveaux appareils et applications qui offriront une expérience plus immersive, comme la 5G New Calling et la 3D à l'œil nu. La 5G ouvre également une nouvelle ère de super-connectivité entre les objets, en renforçant les réseaux IdO et en favorisant de nouvelles formes de productivité.

La 5.5G est la prochaine étape de la 5G. La 5.5G offrira des vitesses de liaison descendante 10 gigaoc-

tets, des vitesses de liaison montante de gigocets, la capacité de prendre en charge 100 milliards de connexions et l'IA native. Il ne se contentera pas de mieux connecter les gens - il créera également d'incroyables nouvelles opportunités commerciales grâce à un soutien plus ciblé des besoins industriels dans des domaines tels que l'IdO, la détection et la fabrication avancée.

### Faire passer la 5G à la vitesse supérieure et ouvrir la voie à un succès durable

L'échelle du succès n'est pas construite sur des progrès continus avec une seule technologie. Il s'agit d'adapter la technologie à des scénarios spécifiques et à des besoins réels. L'ingénierie des systèmes est essentielle pour passer à l'étape suivante.

Le déploiement commercial de la 5G a suscité un appétit croissant pour des innovations plus révolutionnaires et plus rapides. Comment pouvons-nous donc ouvrir la voie à un succès durable de la 5G ?

Cela nécessitera de trouver la bonne technologie pour les différents scénarios et de réaliser une ingénierie des systèmes plus complète. Il faudra également approfondir les scénarios industriels, comprendre véritablement les problèmes des clients et adopter un état d'esprit plus holistique en matière d'ingénierie des systèmes.

L'industrie doit collaborer plus étroitement en amont et en aval de la chaîne de valeur - avec les pairs et les partenaires, les clients et les développeurs - tout au long du cycle de vie du produit, de la R&D à l'approvisionnement et à la commercialisation, en passant par l'achat. L'industrie doit ouvrir la voie au succès continu de la 5G en travaillant sur la modélisation et l'optimisation des solutions, ainsi que sur les outils et les méthodologies.

### Renforcer les capacités intégrées et explorer l'avenir des communications

L'infrastructure numérique du futur monde intelligent sera profondément intégrée dans tous les aspects de la vie des gens, de l'industrie et de la société. Elle ne

reposera pas sur les progrès des technologies individuelles, mais plutôt sur des systèmes incroyablement massifs et complexes - la convergence de multiples éléments. Cela nécessitera une réflexion et une conception au niveau des systèmes.

Lorsqu'on regarde une partie d'échecs, on peut avoir une vue d'ensemble. Mais quand on joue aux échecs, on se concentre sur les détails. De même, les capacités systématiques d'intégration de la technologie et de transformation de la gestion sont essentielles pour le succès futur de la 5G.

Mme Meng a parlé de deux types spécifiques de capacités intégrées. « La première consiste à intégrer différentes technologies. Nous pouvons obtenir une plus grande synergie entre le nuage, les réseaux, la périphérie et les appareils grâce à une conception systématique et à une innovation inter-domaine. Associés à l'optimisation des logiciels, du matériel, des puces et des algorithmes, nous pouvons relever les défis liés au développement de solutions complexes pour des scénarios industriels très différents ».

« Le second », poursuit-elle, « est la capacité à intégrer différentes approches de la gestion. La transformation numérique et intelligente ne concerne pas seulement la technologie elle-même. Il s'agit plutôt de transformer votre approche de la gestion. Le passage au numérique nécessite de redéfinir les relations entre les personnes, les événements, les objets et la théorie, et d'adopter une approche de gestion plus ouverte et tournée vers l'avenir afin de relever les défis futurs ».

Mme Meng a conclu : « Les technologies de l'information telles que la 5G, la 5.5G, l'IA et l'informatique dématérialisée nous aideront à suivre le mouvement et à évoluer vers un monde intelligent. Le meilleur paysage est toujours devant nous. Créons ensemble un bel avenir ».

5E CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR L'AGRICULTURE UA-UE

## La République sahraouie participe aux travaux

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) a pris part aux travaux de la 5e conférence ministérielle sur l'agriculture Union africaine (UA)-Union européenne (UE), tenue au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie).

Des thèmes importants ont été abordés lors de cette rencontre, dont notamment l'investissement durable des systèmes alimentaires et de l'agriculture, la recherche de politiques et de techniques efficaces, outre la résilience climatique des systèmes agricoles et climatiques pour une complémentarité commerciale régionale, a indiqué dimanche l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les participants ont par ailleurs souligné la nécessité de « trouver des stratégies claires et efficaces en vue de relever les défis dans ce domaine fortement impacté par la crise ukrainienne, la pandémie de Covid-19 et la désertification ».

Lors de la séance de clôture, des rapports ont été présentés sur les différents thèmes débattus.

La rencontre a été couronnée par des recommandations globales des travaux de cette 5e conférence ministérielle qui seront soumises à la prochaine conférence de la FAO.

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

## Seulement 500 brevets annuellement

L'invention dans les Etats membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) n'est pas à son meilleur niveau.

Son directeur général, Denis Bhoussou, déplore une « faiblesse du nombre de brevet d'invention » sur le continent. En effet, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Seulement 2500 brevets ont été déposés dans les 17 pays membres de l'OAPI sur 5 ans, soit 500 brevets/an. à titre de comparaison, en Europe, 800.000 brevets d'invention ont été déposés en un an selon les statistiques dévoilés en marge de l'annonce de la tenue du Salon africain de l'invention et de l'entreprise innovante (SITTA), prévu en juillet à Abidjan. Pour l'OAPI, l'innovation et l'invention constituent une sorte de cercle vertueux, qui alimente le progrès technique et contribue à l'amélioration des conditions de vie.

R.E.

ENTRÉE EN SERVICE DE LA NOUVELLE GARE MARITIME D'ANNABA

## Le Tariq Ibn Ziyad débarquera de Gênes

à La mi-Juillet

Après plusieurs années d'attente, la première traversée à destination de la nouvelle gare maritime d'Annaba a été annoncée par le transporteur national maritime. Le navire retenu pour effectuer ce premier trajet est le « Tariq Ibn Ziyad », un navire de type Passenger.

Dans un communiqué publié sur sa page officielle, Algérie Ferries a annoncé un départ du port de Gênes en Italie à destination de la nouvelle gare maritime d'Annaba le 14 juillet. Selon la même source, cette décision s'inscrit dans le nouveau programme de la compagnie nationale maritime, qui a précédemment annoncé le lancement de cinq nouvelles lignes vers la France, l'Espagne et l'Italie, afin d'offrir un large choix de destinations aux passagers. Algérie Ferries a informé les voyageurs concernés par la traversée prévue depuis Gênes vers le port d'Alger le 9 juillet 2023 de ce changement dans son programme. Elle invite ces passagers à prendre le navire Tariq Ibn Ziyad pour effectuer la traversée depuis le même port à destination d'Annaba. Dès la réception de la nouvelle gare maritime, considérée comme un « acquis important pour la wilaya », la compagnie prévoit également de rouvrir la ligne maritime Annaba-Marseille et de lancer une nouvelle ligne Annaba-Tunis. Cette initiative vise à renforcer la coopération maritime internationale en assurant le transport entre la wilaya et les ports étrangers. La nouvelle gare maritime, en forme de navire et en terrasses, contribuera à valoriser l'activité de transport maritime en accueillant un plus grand nombre de voyageurs et en offrant des espaces de services et de loisirs aux normes internationales. Elle s'étend sur une surface de 8.000 mètres carrés et aura une capacité d'accueil de 240.000 voyageurs par an, contre 16 000 actuellement. Ce projet structurant aux normes internationales vise à dynamiser le secteur économique et touristique local en augmentant les capacités du trafic touristique maritime, commercial et en créant des emplois. Elle permettra également l'ouverture de l'infrastructure maritime sur la ville et ses habitants. De nouveaux ouvrages d'accostage seront aussi mis en exploitation pour répondre aux exigences du trafic maritime.

## DOUBLE VOIE MILA-AUTOROUTE EST-OUEST

# 5 milliards de DA pour la réalisation de la 2ème tranche

Une dotation financière de 5 milliards DA a été allouée au secteur des Travaux publics, dans la wilaya de Mila, pour la réalisation de la 2ème tranche de la double voie devant relier le chef-lieu de wilaya à l'autoroute Est-Ouest, a indiqué, le directeur des Travaux publics, Abdallah Sellai.

Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette seconde tranche entre le centre de Mila et l'autoroute Est-Ouest, s'étend sur une distance de 10,4 km, depuis le rond-point situé à proximité du Centre universitaire Abdelhafid-Boussouf jusqu'à la commune de Sidi Khelifa (sud). Soulignant que le problème des glissements de terrain le long de la seconde tranche sera « pris en charge et traité » dans le cadre du projet, M. Sellai a ajouté que sa direction œuvre, à l'heure actuelle, à la désignation d'un bureau d'études qui sera chargé du suivi des travaux de ce projet. En parallèle, a-t-il également fait savoir, des

études sont menées en vue de la résolution du problème des glissements de terrain apparus au niveau de plusieurs sections du tracé. Le directeur des Travaux publics a en outre affirmé que la wilaya de Mila bénéficiera, « dès 2024 », d'enveloppes financières destinées à couvrir le financement des travaux du troisième et dernier tronçon de cette double voie sur un linéaire de 10 km. Selon lui, les travaux de réalisation de la première tranche de cette route à deux voies, sur une distance de 16,2 km, moyennant un financement de 3,2 milliards DA, sont actuellement en cours entre la commune de Sidi Khelifa jusqu'à la bretelle autoroutière de la commune d'Oued

Athmania La même source a fait savoir que la réalisation de cette double voie entre le chef-lieu de la wilaya de Mila et l'autoroute Est-ouest, qui comprend aussi le traitement des sections affectées par le phénomène du glissement de terrain, reliera plusieurs routes nationales et chemins de wilaya à l'autoroute Est-Ouest. De même que cet axe contribuera, une fois réceptionné, à faciliter la circulation automobile, notamment celle des poids lourds traversant la wilaya de Mila en direction de l'autoroute ou se rendant vers le port de Djen-Djen, dans la wilaya de Jijel.

## SAISON ESTIVALE

# 32 plages autorisées à la baignade à Oran

Les services de la wilaya d'Oran ont autorisé la baignade dans 32 plages situées dans sept communes côtières durant la saison estivale lancée officiellement la semaine dernière, a-t-on appris samedi auprès de la cellule d'information de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Selon le chargé de l'information à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran, le capitaine Bellala Abdelkader, les services de la wilaya ont décidé, à travers une décision publiée dernièrement, d'autoriser la baignade au niveau de 32

plages surveillées par les éléments de la Protection civile, disposant des conditions sanitaires et sécuritaires requises.

Selon la même source, il a été décidé d'autoriser la baignade dans 24 plages de la daïra d'Aïn El-Turck, à savoir 12 plages dans la commune d'Aïn El-Turck, sept plages dans la commune de Bousfer et cinq plages dans la commune d'El Ancor, alors que la baignade est autorisée au niveau de deux plages de la commune d'Aïn El-Karma, dans la daïra de Boutlelis, deux plages dans la commune de Gdyl, deux

plages dans la commune de Mers El-Hadjad, dans la daïra de Bethioua. Les autorités de la wilaya d'Oran ont décidé d'interdire la baignade dans un certain nombre de plages et de zones rocheuses dangereuses pour la santé et la sécurité des citoyens, notamment la région Est de la plage de Cap Blanc, la plage Lasfar dans la commune d'Aïn El Kerma et dans la zone s'étendant de la Grande Plage à la plage Penika, dans la commune de Bousfer, ainsi que dans la région Est de la commune de Mers El-Kebir, a précisé le capitaine Bellala Abdelka-

der. Les autorités de la wilaya d'Oran ont également interdit la baignade dans la zone s'étendant de la plage d'Aïn Franine, dans la commune de Hassi Benokba, jusqu'au petit port à Kristel, dans la commune de Gdyl, ainsi qu'au niveau des plages de Monté-Christo, le « mouillage des bateaux » et la porte du phare au port, la crique d'El Menzah (ex Canastel), dans la commune d'Oran, ainsi que les plages de Sidi Moussa et Tamda à Kristel relevant de la commune de Gdyl.

## CAMPAGNE DE MOISSON-BATTAGE À CONSTANTINE

# Les Agriculteurs, pessimistes

Le wali de Constantine, a donné le coup d'envoi officiel de la campagne de moissons-battage de la saison 2023/2024, à partir de l'exploitation agricole Hassini Lamine de Didouche Mourad, dans la daïra de Hamma Bouziane. A cette occasion, le Directeur des Services Agricoles (DSA), Brahim Belatrèche, a fait un exposé sur la situation du secteur agricole, ses perspectives et les activités des producteurs de céréales dans la wilaya. Il a indiqué que la wilaya de Constantine compte 90.902 hectares de surface utile, dont plus de 60.000 ont été impactés par la sécheresse. Le reste, environ 3.000 hectares, concentré dans

la zone nord, est concerné par le lancement de l'opération moissons-battage. Le rendement sera cependant entre neuf et onze quintaux à l'hectare, un taux jugé très faible. « Nous nous sommes fixé un objectif de collecte de 300 quintaux de céréales, alors que les années précédentes, nous en faisons 1,8 million, voire deux millions. Selon les agriculteurs, c'est la pire saison agricole que Constantine a connue depuis l'indépendance », a-t-il souligné. Par ailleurs, le DSA a donné un aperçu de la qualité du travail mené dans son secteur, notamment à travers l'utilisation des technologies agricoles les plus récentes. De plus, il a souligné les efforts

de sensibilisation entrepris auprès des fellahs pour lutter contre les incendies dans les champs de récolte. En ce qui concerne le matériel utilisé dans les opérations de moissons-battage, M. Belatrèche a affirmé disposer d'un matériel très important, avec plus de 420 moissonneuses-batteuses. Il a déclaré, par ailleurs, qu'avec l'ancien programme mis en place par le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) et avec le soutien de l'État, le matériel est en état neuf. Tout le parc dont disposait la wilaya a été totalement renouvelé, a-t-il affirmé.

## INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES À ANNABA

# L'offre s'étoffe De 95 lits

Le parc hôtelier de la wilaya d'Annaba a été renforcé par l'ouverture d'un nouvel hôtel classé trois étoiles, entré récemment en service sur le front de mer de l'antique Hippone, a-t-on appris du directeur du Tourisme et de l'Artisanat

Ce responsable a indiqué, dans une déclaration à la presse, que ce nouvel établissement ayant pour dénomination sociale « Hôtel Saint-Cloud », et réalisé dans le cadre d'un investissement privé dans une zone urbaine surplombant la plage Fellah-Rachid, offre un total de 95 lits et propose des services à même de contribuer à la promotion du tourisme dans la wilaya, et de booster l'attractivité touristique du chef-lieu. Cet hôtel propose un hébergement confortable pour les touristes et les familles qui affluent en grand nombre sur le littoral annabi durant la saison estivale. L'établissement fournit également des espaces de divertissement et de détente dans un cadre très agréable, selon la même source.

Yeghza a déclaré, d'autre part, que la capacité d'hébergement dans la wilaya d'Annaba sera renforcée « dans les prochains jours » par la réouverture de l'hôtel « Seybouse International » (ex-Plaza) qui dispose d'une capacité de 500. La capacité d'accueil des structures hôtelières d'Annaba dépasse à l'heure actuelle les 4.800 lits, selon le même responsable, qui a ajouté que le secteur dont il a la charge atteindra, d'ici à 2025, en matière de capacités d'accueil, le seuil des 10.000 lits, grâce à des projets touristiques (hôtels, résidences et complexes touristiques) dont il est prévu la réception au cours des deux prochaines années. Le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, rappelant, à ce propos, que 25 projets d'investissement touristique sont enregistrés à Annaba, a aussi fait savoir que la wilaya compte cinq zones d'expansion touristique couvrant une superficie totale de 158 hectares, au chef-lieu de wilaya, à Chetaïbi, à Seraïdi et à Sidi Salem, dans la commune d'El Bouni.

# Taiwan, à l'ombre des empires

Suite et fin

*Point de tension international majeur, la question taïwanaise agite régulièrement le monde politico-médiatique français, peu avare de simplifications. Le statut international de l'île fait l'objet d'un contentieux historique avec la République populaire de Chine (RPC), héritage de la guerre civile ayant opposé communistes et nationalistes (1927-1949).*

**E**n Chine continentale, les autorités veulent croire en la victoire du KMT. Le PCC espère que son arrivée au pouvoir ouvrirait la voie au dialogue et à une intégration accrue, laquelle pourrait mener à la réunification. En cas de victoire marginale du KMT, la Chine pourrait également jouer sur les divisions du pays et la fragilité du gouvernement pour renforcer son emprise sur l'île. En sous-main, Pékin opère donc un rapprochement accru avec le KMT, tout en lui apportant un discret soutien. Preuve s'il en est de cette proximité grandissante, Andrew Hsia (vice-président du KMT) et Ma Ying-jeou (président de 2008 à 2016) se sont tous deux rendus en Chine au début de l'année 2023. Les deux hommes ont notamment rencontré Wang Huning, idéologue du PCC récemment nommé responsable du Bureau des relations avec Taïwan. Wang aurait pour mission d'établir une nouvelle solution politique différente « d'un pays deux systèmes ».

Alliés de circonstance, le PCC et le KMT défendent avant tout leurs propres intérêts. Il serait simpliste de présenter le KMT comme résolument pro-Chine, alors que ses cadres restent critiques envers Pékin et s'abstiennent de mentionner clairement la question de la réunification. Considéré comme modéré, le candidat Hou Yu-ih, s'oppose à l'indépendance de Taïwan mais rejette également le principe d'« un pays, deux systèmes ».

Il serait donc réducteur de présenter, l'élection à venir comme une confrontation entre la paix et l'affrontement, ou l'unification et l'autonomie. En dépit d'un rapprochement avec le PCC, une victoire du KMT ne signerait pas pour autant la réunification des deux rives... Tout en soutenant le KMT et en observant avec attention le début de campagne électorale, la Chine continue de fourbir ses armes et garde l'option militaire sur la table, quel que soit le résultat.

## Guerre économique : l'enjeu des semi-conducteurs

Moins connu que son équivalent chinois, le « miracle économique taïwanais » a transformé, dans les années 60-70, une économie principalement agraire en une économie fortement industrialisée et de haute technologie. Le secteur des semi-conducteurs est un secteur dans lequel Taïwan est particulièrement compétitive, par le biais de son géant national TSMC, qui détient plus de 50% du marché mondial. L'un des enjeux du marché des semi-conducteurs est la miniaturisation, domaine dans lequel Taïwan est également en avance, TSMC détenant plus de 90% du marché pour les modèles les plus miniaturisés. Consciente de son retard

dans ce secteur à très forte valeur ajoutée et de sa vulnérabilité à l'égard de Taïwan, la Chine investit massivement pour rattraper son voisin.

La pandémie de COVID-19, et la pénurie de semi-conducteurs qui s'en est suivie, a également fait prendre conscience aux États-Unis de la nécessité de développer leur propre industrie des semi-conducteurs, essentielle pour d'autres secteurs technologiques clés (téléphonie, voitures électriques, défense, IA etc.).

En août 2022, le président américain Joe Biden signe le Chips and Science Act, un plan de 53 milliards de dollars d'investissements dans le secteur des semi-conducteurs, incluant la R&D, des subventions de production et de la formation professionnelle. De manière totalement explicite, la Maison Blanche communique sur une loi qui vise à « baisser les prix, créer des emplois, renforcer les chaînes de valeur et contrer la Chine ». En parallèle de ce plan, Washington cherche depuis un an à créer l'alliance Chip 4, incluant Taïwan, la Corée du Sud et le Japon, soit les trois premiers fournisseurs de semi-conducteurs de la Chine. L'objectif de cette alliance est de renforcer les échanges technologiques, d'accroître les investissements (notamment de TSMC sur le sol américain) et surtout, d'isoler la Chine. En effet, l'alliance Chip 4 conditionne l'accès aux subventions de ce programme par un engagement des entreprises à ne pas investir en Chine pendant les dix prochaines années.

Perçu à juste titre par Pékin comme une « démarche discriminatoire qui vise à exclure la Chine », le Chip 4 est également critiqué dans les pays concernés, pour qui la Chine est un partenaire commercial incontournable. La Corée du Sud et ses chaebols, notamment Samsung qui assure 16,3% de la production mondiale de semi-conducteurs et pour qui la Chine est un partenaire majeur, se retrouvent face à un dilemme économique dont ils se seraient bien passés. À Taïwan, la question est toutefois différente, en raison des tensions inter-détroits. Le gouvernement taïwanais a ainsi promulgué en janvier 2022 une réglementation selon laquelle les entreprises taïwanaises sont tenues de demander une autorisation si elles souhaitent vendre ou céder un actif ou une usine en Chine, dans l'objectif de protéger son savoir-faire technologique.

En octobre 2022, le Bureau américain de l'industrie et de la sécurité avait annoncé toute une série de restrictions concernant les exportations vers la Chine dans le domaine des semi-conducteurs, dans le but d'endiguer la montée en puissance de l'industrie électronique chinoise. Sur le plan juridique, comme sur le plan économique et technologique, Pékin a riposté. Après avoir porté réclamation auprès de l'Orga-

nisation mondiale du commerce, la Chine a annoncé des crédits d'impôt et des subventions massives à ses entreprises afin de soutenir la production chinoise de semi-conducteurs. De manière plus symbolique, les autorités chinoises ont également lancé une enquête sur l'entreprise américaine de cartes.

En août 2022, lors de sa visite à Taïwan et en marge de sa rencontre avec Tsai Ing-wen, Nancy Pelosi s'est entretenue avec le fondateur, le président et le vice-président de TSMC. Depuis cette visite, les annonces d'investissements et d'ouverture d'usines TSMC aux États-Unis, au Japon et en Europe se multiplient. En décembre 2022, TSMC annonçait ainsi la construction d'une deuxième installation en Arizona, pour un coût de 40 milliards de dollars. Ces épisodes démontrent, s'il le fallait, l'imbrication qui existe entre la question taïwanaise, le soutien américain et l'industrie des semi-conducteurs. Les États-Unis semblent vouloir assurer une continuité de production de cette filière hautement stratégique, dans l'hypothèse d'une invasion chinoise et d'un conflit de grande ampleur à Taïwan.

Véritable assurance-vie de l'île, l'hégémonie de Taïwan sur les semi-conducteurs lui garantit le soutien de ses partenaires occidentaux, soucieux de sécuriser leurs approvisionnements.

Côté taïwanais, on s'interroge. Véritable assurance-vie de l'île, son hégémonie sur les semi-conducteurs constitue la première de ses protections en lui garantissant le soutien de ses partenaires soucieux de maintenir la sécurité de leurs approvisionnements. Se pose alors la question de savoir si les États-Unis, une fois leur autonomie stratégique renforcée dans le domaine des semi-conducteurs, seraient toujours aussi enclins à prendre la défense de Taïwan.

Malgré la complexité des relations politiques inter-détroit, les deux parties sont parvenues à préserver le statu quo jusqu'à aujourd'hui. Celui-ci est désormais menacé par une assertivité chinoise qui trouve sa justification dans l'attitude offensive des États-Unis, tant sur le plan politique et économique, que technologique et militaire. En dépit des récents succès électoraux du KMT, la population taïwanaise semble, quant à elle, plus éloignée que jamais d'une volonté de réunification. Si le pire n'est jamais certain et que le dialogue inter-détroit doit être encouragé, la volonté politique de réunification affichée par Xi Jinping, et la détermination américaine à contenir l'ascension chinoise, placent les deux puissances sur une trajectoire conflictuelle dont Taïwan n'est finalement que le catalyseur.

SOURCE : LVSL.FR

## DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE VERTE AU LIBAN L'UE accorde un financement de 3,7 millions d'euros

L'Union européenne a alloué la somme de 3,7 millions d'euros pour le développement de l'économie verte au Liban. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet Circular 2 de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi).

Étalé sur trois ans, le projet est réalisé en partenariat avec les ministères de l'Industrie, de l'Économie, du Commerce, de l'Environnement et des Finances, et en coopération avec l'Association des industriels libanais et la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban.

Dans le cadre de Circular 2, une coopération est prévue avec plus de 50 établissements industriels opérant dans le secteur de l'alimentation et des boissons avec pour but celui de créer une dynamique autour de la production verte et circulaire au Liban. La somme de 280.000 euros sera attribuée sous forme de subventions non financières en nature d'une valeur comprise entre 15.000 et 40.000 euros chacune, afin de soutenir 10 entreprises qui prouvent leur capacité à utiliser efficacement les ressources et à être un symbole de l'économie circulaire au Liban.

Dans son communiqué, l'UE rappelle que le projet est basé sur les expériences réussies de 15 établissements industriels libanais qui ont été soutenus par l'Onudi dans le cadre du programme Med-Test financé par l'Union européenne. Il avait pour but de promouvoir l'investissement dans le domaine de l'utilisation efficace des ressources et des techniques de production plus propres comme mesure de réduction des coûts.

Dans le cadre du projet Circular 2, cinq modèles commerciaux circulaires innovants seront développés. L'accès des PME aux sources de financement sera également facilité.

La méthodologie de l'Onudi permet aux institutions partenaires d'économiser un pourcentage important de leurs coûts de production, d'accroître leur compétitivité, de réduire leur impact négatif sur l'environnement et d'améliorer leur accès aux marchés mondiaux.

Le Liban étant également confronté à d'importants défis environnementaux, notamment la pollution de l'air et de l'eau, ainsi qu'à plusieurs problèmes relatifs à la gestion des déchets, le projet vise à relever ces défis en soutenant l'application de pratiques commerciales durables et en encourageant les modèles circulaires qui privilégient la réduction des coûts et la gestion des déchets.

Le projet devrait avoir un impact significatif sur l'économie libanaise parce qu'il contribuera à offrir des opportunités d'emplois et à accroître la compétitivité sur les marchés mondiaux.

## MAURITANIE Ouverture du 4ème congrès de la Société Mauritanienne de Neurochirurgie

Les travaux du 4ème congrès de la Société Mauritanienne de Neurochirurgie et du 75ème congrès de la Société de Neurochirurgie de Langue Française ont été ouverts, samedi à Nouakchott.

La est marquée par une large participation des différents pays du monde vise à permettre le transfert des expériences étrangères pour en tirer profit localement à travers les colloques et les conférences scientifiques qui seront présentés par des spécialistes en la matière.

Dans un mot prononcé pour la circonstance, le ministre de la Santé, M. Moctar Ould Dahi, a indiqué que cette rencontre a lieu à l'occasion de la tenue du 4ème Congrès de la Société Mauritanienne de Neurochirurgie qui se tient en même temps que le 75ème congrès des neurochirurgiens dans les Etats francophones que reçoit notre pays pour sa présente session.

Il a ajouté que les congrès médicaux sont des rendez-vous de spécialistes qui leur permettent de faire le point sur l'état de la recherche scientifique et les inventions technologiques et de nouer des relations entre les professeurs et les jeunes spécialistes, ce qui renforce les opportunités de partage des expériences et de transmission des savoirs et savoir-faire ainsi que la complémentarité intergénérationnelles des spécialistes.

## TUNISIE

# Critères ESG: Effet de mode ou impératif

*Dans un contexte mondial où les efforts de lutte contre le changement climatique s'intensifient et où les bailleurs de fonds internationaux surfent sur la vague verte, les entreprises, grandes et petites, sont de plus en plus appelées à adopter des politiques RSE et à intégrer les critères ESG dans leurs stratégies.*

Les critères ESG — acronyme faisant référence aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance — constituent un parfait repère de durabilité de l'activité de l'entreprise. En effet, l'adoption des critères ESG ouvre à la PME la fenêtre des financements verts et garantit la transparence mais aussi la pérennité de son activité. Bien que cette tendance se confirme à l'échelle internationale, elle n'en est qu'à ses premiers balbutiements en Tunisie.

### L'impératif des critères ESG

La promulgation de la loi relative à la RSE constitue, en ce sens, un des progrès les plus appréciables en matière de responsabilisation de l'entreprise. Aujourd'hui, l'adoption des critères ESG s'avère plutôt un impératif puisqu'il s'agit d'un vecteur principal permettant d'atteindre les ODD.

Alors, les entreprises tunisiennes sont-elles vraiment prêtes à changer de «minds» et intégrer les principes ESG dans leurs stratégies ? A cette question, Taieb Bayahi, président de l'Iace, répond que la RSE est avant tout un état d'esprit que l'entreprise doit adopter quelle que soit sa taille. «A mon sens, il s'agit d'une forme d'état d'es-



prit dans lequel l'entreprise doit être. Certaines petites entreprises disent qu'elles ne sont pas prêtes à intégrer une approche ESG parce qu'il faut avoir les moyens nécessaires pour ce faire. Cela est vrai ! Mais il s'agit avant tout d'un état d'esprit. Chaque prise de décision au niveau du top management de l'entreprise doit quand même correspondre à certaines valeurs en termes de respect de l'environnement, de la société ainsi que de la bonne gouvernance. En effet, décider en se basant sur de bonnes pratiques, c'est ça la bonne gouvernance. Aujourd'hui, ceci est important», a-t-il expliqué dans une déclaration accordée à La Presse.

Il a ajouté, en somme, que certaines grandes entreprises, qui

ont les moyens d'investir dans des politiques ESG et qui sont, par nature, des entreprises énergivores et polluantes, ne respectent pas forcément ces bonnes pratiques, pourtant essentielles pour l'avenir des futures générations.

### Soutenir les transitions vertes !

Interrogé sur les impératifs environnementaux dans le monde, Bayahi a indiqué que le respect de ces exigences est la responsabilité de tous les pays du monde, en particulier les pays européens qui doivent prêter main-forte aux pays émergents et en voie de développement afin de soutenir et appuyer financièrement leurs transitions vertes.

«Il est vrai que beaucoup d'en-

treprises ont tellement exagéré dans leurs manières de produire, en épuisant les ressources naturelles. Cela a un impact sur le climat et on a vu les conséquences du réchauffement climatique sur nos quotidiens. Ceci a poussé les pouvoirs publics européens à considérer la RSE comme une des règles importantes à respecter.

Aujourd'hui, des pays émergents tels que l'Inde et la Chine, qui sont accusés d'être de grands pollueurs, prennent le contre-pied des pays européens en leur disant qu'à l'aube des premières révolutions industrielles, ces derniers ne se sont pas privés de polluer à tout-va la planète et, aujourd'hui, les pays en voie de développement n'ont pas forcément les moyens de financer leurs transitions écologiques. C'est quelque chose d'un peu injuste», a-t-il indiqué.

Et de conclure : «Je crois qu'il y a une coresponsabilité là-dedans et il faut effectivement que ceux qui disent, à juste titre, que nous devons faire attention au futur de notre planète, en particulier l'Europe qui est exigeante en la matière, contribuent à ce que le reste du monde puisse avoir les moyens de faire cette transition».

## DUBAÏ

# Ambition de doubler la taille de son économie en dix ans

Dubaï a annoncé mercredi un plan ambitieux visant à doubler la taille de son économie d'ici à 2033, pour propulser le riche émirat du Golfe parmi les principaux centres financiers au monde. «Nous avons adopté un agenda économique pour les dix prochaines années» prévoyant une centaine de projets et «des objectifs totalisant 32.000 milliards de dirhams» (environ 8.215 milliards d'euros), a affirmé le dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rached al-Maktoum, sur Twitter. L'émirat, un des sept membres de la fé-

dération des Émirats arabes unis, ambitionne de doubler son Produit intérieur brut (PIB) au cours de la prochaine décennie, en misant sur le commerce extérieur et les investissements. Selon le plan dévoilé par le dirigeant de Dubaï, le montant des échanges commerciaux, actuellement de 14.200 milliards de dirhams, devrait s'établir en 2033 à 25.600 milliards de dirhams, soit 6.572 milliards d'euros. Les investissements directs étrangers dépasseront eux 650 milliards de dirhams (167 milliards d'euros), a-t-il assuré.

«Dubaï se hissera parmi les quatre premiers centres financiers au monde», a promis Mohammed ben Rached al-Maktoum, qui célébrait mercredi ses 17 ans à la tête de l'émirat. Plus pauvre en pétrole que ses voisins de la région, Dubaï a diversifié son économie en développant le commerce, le tourisme et les services financiers. Son PIB s'est établi à 307,5 milliards de dirhams (environ 79 milliards d'euros) sur les neuf premiers mois de 2022, affichant une croissance de 4,6% par rapport à la même période l'année dernière, selon les autorités.

## ARABIE SAOUDITE

# Halte aux faussaires

Les forces de sécurité du Hajj arrêtent des auteurs impliqués dans 105 fausses campagnes, et 17615 personnes pour avoir tenté d'accomplir le Hajj sans autorisation

Le directeur de la sécurité publique et président du comité de sécurité du Hajj, le lieutenant-général Mohammad bin Abdullah Al-Bassami, a annoncé que les forces de sécurité du Hajj ont appréhendé 17 615 personnes qui ten-

taient d'accomplir le Hajj sans autorisation légale. Parmi ces personnes, 9509 ont enfreint les règles de résidence, de travail et de sécurité aux frontières. De nombreuses personnes ont également été arrêtées et déferées au ministère public en raison de l'organisation de 105 fausses campagnes du Hajj dans diverses régions.

Pendant ce temps, le nombre de personnes qui ne résident pas à La Mecque et qui se

sont vu refuser l'entrée à La Mecque à la fin de vendredi s'élevait à 202 695 personnes, en plus de 128 999 véhicules non autorisés. Les autorités ont également arrêté 33 personnes pour avoir transporté illégalement des personnes sans autorisation légale du Hajj. Les coupables ont été déferés aux commissions administratives saisonnières de la Direction générale des passeports.

Le lieutenant-général Al-Bas-

sami a souligné que les forces de sécurité du Hadj ont mis en œuvre avec succès les plans de sécurité et d'organisation du Hadj avec la plus grande efficacité et professionnalisme. Ils ont supervisé le mouvement des pèlerins entre les lieux saints et la Sainte Mosquée, assurant leur sécurité et facilitant leurs rituels au cours des derniers jours.

## MALI

**L'Australien Leo Lithium produit le premier minerai de lithium à Goulamina**

*Le Mali est en bonne voie pour devenir le 1er producteur ouest-africain de lithium grâce au projet Goulamina. En attendant la production du 1er concentré de spodumène au premier semestre 2024, le propriétaire de la mine veut générer des revenus en exportant le lithium brut.*

**A**u Mali, la mine de lithium Goulamina vient de livrer son premier minerai à expédition directe (DSO). L'annonce faite le 30 juin par le propriétaire australien Leo Lithium, constitue une étape supplémentaire vers la production du premier concentré de spodumène l'année prochaine, mais aussi une occasion de générer des revenus à partir du dernier trimestre 2023. Jusqu'à l'entrée en production complète de Goulamina au 1er semestre 2024 en

tant que première mine de lithium du Mali, Leo Lithium veut exporter 185 000 tonnes de minerai. Pour transporter la production jusqu'au port d'Abidjan d'où elle sera expédiée vers les clients internationaux, la société a organisé des appels d'offres pour sélectionner des entrepreneurs locaux spécialisés dans le transport par camion.

« Le DSO nous offre également l'occasion d'optimiser notre solution logistique au fur et à mesure que nous développons Goulamina, ce qui réduit encore les

risques liés au développement du projet » précise Simon Hay, DG de Leo Lithium. Pour rappel, Goulamina est une coentreprise à égalité de parts entre Leo Lithium et le groupe chinois Ganfeng Lithium, avec une participation gratuite de 10% pour l'État. Le projet fait du Mali le 1er producteur ouest-africain de lithium, métal indispensable aux batteries de véhicules électriques et dont la demande explose actuellement.

## ETHIOPIE

**Le chinois Sinoma International remporte un contrat de 291 millions \$ pour la construction d'une cimenterie**

**L**e groupe chinois se chargera de la construction de la cimenterie, de l'installation des équipements et de la formation du personnel pour le compte de Derba Midroc Cement, filiale d'un conglomérat diversifié appartenant au milliardaire saoudo-éthiopien Mohammed al-Amoudi.

Le groupe chinois Sinoma

International Engineering a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 29 juin, avoir remporté un contrat de 291 millions de dollars pour la conception et la construction d'une cimenterie en Ethiopie.

Selon les termes de ce contrat, le premier fournisseur mondial des services d'ingénierie dans le domaine du ciment construira

une ligne de production, qui gère l'ensemble du processus allant du concassage du calcaire à l'emballage du ciment, pour le compte de Derba Midroc Cement, filiale du conglomérat Midroc appartenant au milliardaire saoudo-éthiopien Mohammed al-Amoudi.

La cimenterie, qui aura une capacité quotidienne de 5

000 tonnes, sera implantée dans l'Etat d'Oromia (Ouest).

Sinoma sera responsable de la conception technique, de la construction de l'usine ainsi que de l'installation des équipements électromécaniques et de la formation du personnel.

La cimenterie devrait entrer en production 26 mois après le début des travaux.

## UMOA-TITRES

**Le Togo a levé 110 milliards FCFA cette semaine et a franchi la barre des 400 milliards mobilisés cette année**

**L**e Togo a réussi à mobiliser 110 milliards FCFA sur le marché des titres publics le mardi 27 juin via une émission simultanée de Bons et d'Obligations assimilables du Trésor (BAT et OAT) alors qu'il recherchait 100 milliards FCFA, a rapporté l'agence Umoa-titres qui annonce également le report de l'émission de mobilisation de 30 milliards FCFA, prévue pour être clôturée ce vendredi 30 juin 2023.

Selon le compte rendu de l'opération consulté par Togo first, le Trésor public togolais a encaissé 92 milliards FCFA sur les OAT stipulées pour 3 et 5 ans, assorties de

taux d'intérêt respectifs de 6% et 6,25%.

Le pays a aussi levé 18 milliards FCFA à travers les BAT à maturité de 364 jours et un taux multiple. Le rapport indique également que 38 investisseurs de la sous-région ont participé à l'opération et ont soumissionné à hauteur de 170 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 170,5%.

Désormais, le Togo totalise 404 milliards FCFA de fonds levés cette année sur le marché des titres publics de l'Umoa, alors que la prévision annuelle est estimée à 574 milliards FCFA.

## AU NIGERIA

**93,2% des salariés estiment qu'un plan d'assurance maladie est un élément majeur du contrat de travail**

**A**lors que 5% seulement des salariés nigériens bénéficiaient d'un régime d'assurance maladie en 2019, le rapport souligne qu'une bonne couverture santé renforce la loyauté des employés envers l'entreprise et réduit le taux d'attrition.

35,9% des salariés nigériens se déclarent prêts à quitter leur emploi si les employeurs leur fournissent des plans de couverture santé inadéquats, selon un rapport publié en mai dernier par le média économique TechCabal en collaboration avec la healthtech nigérienne WellaHealth.

Intitulé « Exploring new insights on employee health packages and job retention », le rapport se base sur un sondage réalisé auprès de 104 employés exerçant dans 50 entreprises opérant dans 12 secteurs, dont la finance, l'industrie manufacturière, la construction, le transport et la logistique. Sur cet échantillon 72,5 % des employés sont affiliés à des organisa-

tions de maintien de la santé (HMO), des organismes d'assurance maladie qui fournissent des services de santé moyennant une cotisation mensuelle fixe, tandis que 27,5 % ne bénéficient pas d'aucune couverture santé.

Même si la majorité des répondants (64,1%) disent qu'ils n'ont jamais envisagé de quitter leur emploi parce que la couverture maladie était insuffisante, le rapport estime que la proportion des employés qui se disent prêts à rendre le tablier à cause d'un mauvais plan d'assurance santé représente un taux de turnover très inquiétant, en particulier dans les secteurs à haut niveau de qualification où les talents constituent des perles rares.

Le rapport révèle également que 93,2% des personnes interrogées déclarent qu'un plan d'assurance maladie complet représente un élément très important d'un contrat de travail alors que 4,9 % estiment qu'il est relativement important, et 1,9 % le jugent peu important.

66% affirment cependant que l'assurance maladie fournie par l'employeur ne constitue pas un facteur déterminant dans le rejet ou l'acceptation d'une offre d'emploi, mais 34% qui sont prêts à rejeter un contrat de travail qui ne comprend pas un bon plan de couverture santé.

La proportion des employés qui examineraient d'un œil critique les dispositions relatives à un régime de couverture santé dans le contrat de travail est particulièrement élevée dans les secteurs où les travailleurs sont les plus exposés à des risques professionnels comme l'industrie manufacturière, la santé, la construction & l'ingénierie et le transport & logistique.

Le taux de chômage élevé dans le pays (33,3% en 2020) et l'envolée de l'inflation semblent amener la majorité des employés se focaliser sur le salaire nominal sans tenir compte des avantages connexes.

## NIGERIA

**Approbation de 4 nouvelles variétés de blé à haut rendement**

Au Nigeria, le blé est la principale céréale importée. Le pays qui souhaite accroître le niveau de la production locale pour réduire la facture des achats, mise entre autres sur l'accroissement des superficies cultivées et l'amélioration de la qualité des semences.

Au Nigeria, le Centre national pour les ressources génétiques et la biotechnologie (NACGRAB) vient d'approuver la commercialisation et l'utilisation de 4 nouvelles variétés de semences blé développées par l'Association nationale des minotiers (FMAN).

Selon les informations relayées par le quotidien local Daily Post, il s'agit de deux variétés de semences de blé tendre dénommées « Borlaug-FMAN » et « NELOKI-FMAN » ainsi que de deux variétés de semences de blé dur baptisées « Bayoreca-FMAN » et « Cirno-FMAN ». Les nouvelles variétés de semences de blé tendre peuvent permettre d'obtenir jusqu'à 7 tonnes de blé par hectare pour un cycle de production compris entre 85 et 90 jours tandis que les variétés de semences de blé tendre sont conçues pour fournir un rendement de 6 tonnes par hectare, pour un cycle de production oscillant entre 90 et 95 jours.

Globalement, il s'agit d'un véritable coup de pouce pour la filière nigérienne qui jusque-là n'utilisait que des semences qui affichent un rendement moyen tournant autour de 1,2 tonne par hectare et un cycle de production beaucoup plus long qui s'étend sur plus de 120 jours, soit à peu près 4 mois, selon les données de l'USDA.

## AFRIQUE

**plus de 500 millions \$ ont été injectés dans les edtech et les jobtech depuis 2019**

Andela, une jeune pousse qui forme et place des développeurs de logiciels africains auprès des entreprises technologiques à l'international, a accaparé près de 60% du total des financements durant les quatre dernières années et demie.

Les start-up africaines spécialisées dans l'éducation (edtech) et la mise en relation des demandeurs d'emploi avec les recruteurs (jobtech) ont levé plus de 500 millions de dollars depuis 2019, selon des données publiées, ce mardi 27 juin par la plateforme Africa the Big Deal.

Ces levées de fonds représentent moins de 4% du total des financements mobilisés par l'ensemble des jeunes pousses du continent au cours des quatre dernières années et demie (environ 13 milliards de dollars), a-t-on ajouté de même source.

Près de 60 % des fonds injectés dans les edtech et les jobtech du continent ont concerné une seule start-up, en l'occurrence Andela. Cette plateforme qui forme et place des développeurs de logiciels africains auprès des entreprises technologiques à l'international a réalisé deux mégatours d'un montant cumulé de 300 millions de dollars.

Dans l'ensemble, 73 transactions de plus d'un million de dollars ont été recensées dans le secteur depuis 2019. Ces transactions ont concerné un total de 59 jeunes pousses.

Sur le plan géographique, les deux tiers des transactions se sont concentrés au Nigeria, en Egypte et en Afrique du Sud. Ces trois pays ont attiré ensemble 84 % du total des financements mobilisés par les edtech et les jobtech actives en Afrique.

À l'exception d'Andela, environ 50% des financements ont été injectés dans des plateformes d'apprentissage en ligne alors que près de 25% sont allés à des start-up spécialisées dans le recrutement, la mise en relation professionnelle et l'outsourcing.

## ÉTATS-UNIS

# La fraude aux aides aux entreprises a dépassé les 200 milliards de dollars pendant le Covid-19

Plus de 200 milliards de dollars ont été versés frauduleusement aux petites et moyennes entreprises américaines à partir des programmes de soutien à l'économie mis en place durant la pandémie de Covid-19, selon un rapport. Celui-ci attribue l'ampleur de la fraude à « l'affaiblissement ou la suspension des contrôles nécessaires en temps normal pour prévenir les fraudes ». C'est d'ailleurs un montant provisoire, qui peut aussi bien être amené à grossir qu'à se réduire.

200 milliards de dollars : c'est l'estimation colossale des montants frauduleusement versés aux petites et moyennes entreprises des États-Unis pendant la pandémie de Covid-19, d'après un rapport publié par l'organe de contrôle de l'agence en charge des PME mardi 27 juin.

Selon cet organe de la Small Business Administration (SBA), cette somme représente « au moins 17% » de la totalité des 1.200 milliards de dollars versés via deux programmes destinés à soutenir les PME durant la crise sanitaire. Une partie de l'aide se faisait sous forme de prêt à taux préférentiel avec période de grâce, une autre sous forme d'une aide au maintien au salaire des employés.

Cette nouvelle estimation est largement supérieure à celle réalisée fin 2022, qui estimait à environ 100 milliards de dollars le montant total des fraudes constatées. Au total, tous dispositifs confondus, 4.600 milliards de dollars ont été dépensés sous différentes formes pour soutenir l'économie américaine.

**500 personnes condamnées**

Le niveau élevé de fraude s'explique, selon le contrôleur, par « l'affaiblissement ou la suspension des contrôles nécessaires en temps normal pour prévenir les fraudes », la SBA cher-

chant alors à distribuer rapidement les aides aux entreprises dans le besoin.

« L'impression d'"argent facile" dans un tel contexte a attiré un nombre important de fraudeurs », souligne le rapport.

Une partie des sommes versées frauduleusement ont, cependant, pu être récupérées. 30 milliards de dollars selon le rapport, qui souligne que plus d'un milliard de personnes ont été inculpées et plus de 800 personnes arrêtées, parmi lesquelles 500 ont été condamnées.

**Un montant voué à grossir...**

Plusieurs dizaines d'enquêtes sont cependant toujours en cours et « nous continuons d'identifier des schémas de fraude », indique le rapport. L'estimation du montant total des fraudes « pourra donc évoluer ». Dans une réponse jointe au rapport, la SBA a souligné que ce dernier parlait de « fraudes potentielles », et non de « fraudes probables », ce qui en augmente mécaniquement le montant éventuel.

Par ailleurs, l'agence a mis en avant « l'amélioration certaine de ses contrôles au fil du temps », rappelant que « 86% des fraudes potentielles se sont produites durant les neuf premiers mois », soit avant le durcisse-

ment des règles.

**... ou à se réduire**

Elle a enfin estimé que la fraude pourrait être moins importante qu'envisagé, en se basant sur d'autres données, évaluant notamment que « seul 12% des emprunteurs n'avaient pas commencé à rembourser à la date prévue », un certain nombre d'entre eux étant « de vraies entreprises qui n'ont pas survécu à la pandémie ».

La pandémie de Covid-19 avait frappé l'économie américaine en mars 2020. En deux mois, plus de 20 millions d'emplois avaient été détruits. Le gouvernement fédéral avait alors ouvert les vannes des allocations chômage, augmentant les montants et la durée de versement, et élargissant le spectre des bénéficiaires.

Un précédent rapport du ministère américain au Travail estimait en septembre dernier que 45,6 milliards de dollars d'allocations chômage ont été frauduleusement perçus entre mars 2020 et avril 2022. Soit 30 milliards de dollars de plus que l'estimation précédente, publiée quatre mois avant. Plus de 1.000 personnes avaient alors déjà été inculpées pour leur implication dans ces fraudes.

## RÉUTILISATION DES EAUX USÉES

## En Espagne, "chaque goutte compte"

Comment arroser ses champs quand les pluies se font toujours plus rares? En Espagne, la région de Murcie mise depuis des années sur les eaux usées, réutilisées à près de 100%. Un modèle qui séduit de nombreux pays.

"Ici, l'eau est encore sale... Mais à la fin elle sera claire, sans bactéries", assure, près d'un bassin rectangulaire, Carlos Lardin, responsable d'exploitation d'Esamur, organisme public chargé de gérer les eaux usées de ce territoire du Sud-Est de la péninsule ibérique.

A ses pieds, une eau couleur kaki bouillonne dans une cuve de dégraissage, brassée par une puissante soufflerie. Une première étape avant le tamisage, la filtration, le traitement biologique et la décantation, nécessaires pour donner "une seconde vie" aux eaux usées, selon cet ingénieur de 45 ans.

Murcie, qui se revendique première région productrice de fruits et de légumes de l'Union européenne malgré un climat extrêmement aride, s'est lancé voilà 23 ans un vaste défi pour compenser son déficit chronique de ressources hydriques: réutiliser ses eaux usées pour irriguer ses vergers et terres maraîchères.

Pour cela, un réseau de 100 stations d'épuration a été construit. Des stations qui, comme ailleurs en Europe, récupèrent et assainissent les eaux en provenance des égouts, mais avec une étape supplémentaire de désinfection qui permet de les réinjecter dans les champs.

Ce traitement, via des filtres à sable et des rayons ultraviolets, permet de garantir que l'eau "n'est pas contaminée" et ne va pas transmettre aux fruits et légumes des bactéries, "comme E.coli" par exemple, détaille le responsable d'Esamur.

Conséquence de cette stratégie, 98% des eaux usées de la région sont aujourd'hui réutilisées, contre 9% en moyenne en Espagne, 5% dans l'UE... et 1% en France, selon des chiffres du gouvernement espagnol. Un apport-clé, alors que Madrid a récemment réduit les transferts d'eau du fleuve Tage, menacé d'assèchement, vers la région de Murcie.

Au total, 15% de l'irrigation des terres agricoles de la région provient des eaux usées, d'après Esamur. "Ce n'est pas suffisant" pour couvrir les besoins mais "c'est quand même important", juge Feliciano Guillen, responsable de l'association chargée de répartir l'eau entre les agriculteurs de la région.

Un avis partagé par José Peñalver, propriétaire de 10 hectares sur les hauteurs du village de Campos del Rio. "Toute ressource (en eau) est bonne" à prendre, "quelque soit sa provenance", tranche ce producteur d'abricots âgé de 52 ans.

Dans son champ, un système de goutte-à-goutte automatisé permet de limiter l'irrigation au strict nécessaire, à raison de deux heures d'arrosage par jour. Sans l'eau issue du recyclage, "ici tout serait sec", insiste ce quinquagénaire, pour qui "chaque goutte compte".

Conscient de cet enjeu et désireux de protéger son agriculture menacée par le réchauffement climatique, le gouvernement espagnol s'est engagé mi-mai à doper le taux de réutilisation des eaux usées à l'échelle nationale, en débloquent 1,4 milliard d'euros pour construire des infrastructures semblables à celles de Murcie.

## ALLEMAGNE

## Le taux de chômage a progressé en juin sur fond d'une conjoncture morose

Le taux de chômage en Allemagne a progressé en juin, la faiblesse persistante de l'activité de la première économie européenne freinant le dynamisme de son marché du travail. Le taux de chômage dans la zone euro, lui, est resté stable en mai à 6,5% de la population active, à son plus bas niveau historique comme en avril, selon les données publiées vendredi par Eurostat.

Une mauvaise nouvelle sur le front de l'emploi en Allemagne. Le taux a de chômage a atteint 5,7% en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit 0,1 point de plus qu'en mai, a annoncé l'Agence pour l'emploi ce vendredi 30 juin.

Le nombre de chômeurs a

quant à lui augmenté de 28.000 sur un mois, toujours en données CVS, près de trois fois plus que ce qu'attendaient les analystes sondés par Factset. En données brutes, le nombre de chômeurs grimpe à 2,55 millions, en hausse d'environ 11.000 sur un mois, selon l'Agence.

« Nous ressentons désormais les effets des conditions économiques plus difficiles sur le marché du travail : le chômage augmente et la croissance de l'emploi perd de son élan », a commenté la présidente de l'Agence pour l'emploi, Andrea Nahles, dans un communiqué.

L'Allemagne, tombée en récession cet hiver, risque bien de finir l'année dans le rouge. Les principaux instituts éco-

nomiques et le FMI s'attendent à un recul du PIB estimé entre 0,2 et 0,4%. Cette conjoncture maussade, sur fond d'inflation dépassant encore les 6% et de taux d'intérêt pénalisant le crédit, laisse des traces sur le marché du travail. Le nombre total de personnes employées en Allemagne a reculé en mai pour la première fois depuis 10 mois, à environ 45,7 millions de personnes, indique vendredi l'Office statistique Destatis dans un communiqué séparé.

Le chômage corrigé des variations saisonnières continue, lui, de grimper en Allemagne même sans tenir compte de l'afflux des réfugiés ukrainiens, note l'Agence pour l'emploi. En tout, 1,03 million de personnes supplémentaires

en provenance d'Ukraine ont été enregistrées fin mai en Allemagne depuis le début de guerre en février 2022. Leur statut particulier les autorise, contrairement aux réfugiés d'autres pays, à travailler immédiatement en Allemagne. Au départ, cependant, de nombreux Ukrainiens apparaissent dans les statistiques du chômage en phase de recherche d'un emploi, ce qui était le cas pour un demi-million d'entre eux fin juin. Un potentiel de nature à aider le pays qui connaît un fort manque de main-d'œuvre dans tous les secteurs. L'Agence pour l'emploi comptabilisait en juin près de 770.000 postes à pourvoir, soit 107.500 de moins qu'il y a un an.

## BCE

## Meloni dénonce la nouvelle hausse des taux, une « recette simpliste »

La cheffe du gouvernement italien, a critiqué ce mercredi la politique monétaire menée par la BCE. Pour rappel, elle consiste à rehausser les taux d'intérêt afin de lutter contre l'inflation au sein de la zone euro. Alors que la Banque centrale européenne a augmenté ses taux pour la huitième fois depuis juillet 2022 et que l'objectif d'une inflation à 2% ne s'est pas encore concrétisé, Giorgia Meloni a exprimé son désaccord vis-à-vis de cette politique jugée « simpliste ».

Un remède qui se révèle plus néfaste que

la maladie. C'est la crainte exprimée par Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres d'Italie, au sujet de la politique d'augmentation des taux menée par la BCE depuis quelques mois et qui a pour but de lutter contre la hausse des prix.

« La recette simpliste de la hausse des taux entreprise par la BCE n'apparaît pas aux yeux de beaucoup comme la voie la plus correcte à suivre », a affirmé Giorgia Meloni lors d'une allocution au Parlement faisant le point, en vue du prochain sommet de l'UE. Cette politique monétaire

présente un « risque que l'augmentation constante des taux finisse par frapper davantage nos économies que l'inflation » a-t-elle ajouté.

D'après la cheffe du gouvernement italien, la politique menée par la BCE n'est pas ajustée à tous les pays de la zone euro. « Dans nos pays, l'augmentation générale des prix n'est pas due à une économie à la croissance trop rapide, mais à des facteurs endogènes, au premier rang desquels la crise énergétique causée par le conflit en Ukraine », a-t-elle estimé.

Cette déclaration intervient alors que la hausse des prix à la consommation a brusquement ralenti en juin en Italie, passant à 6,4% sur un an contre 7,6% en mai, selon des données provisoires publiées par l'Institut national de la statistique (Istat), ce mercredi. L'inflation a freiné grâce à la poursuite de l'accalmie sur les tarifs de l'énergie alors que les prix des biens alimentaires non transformés ont accéléré leur progression, a expliqué l'Istat.

ETATS-UNIS

## Les dépenses des ménages ralentissent, l'inflation aussi

Les dépenses des ménages américains ont quasiment stagné en mai tandis que l'inflation a ralenti conformément aux attentes, selon des données publiées vendredi par le département du Commerce.

Les dépenses de consommation, qui représentent plus des deux tiers de l'activité économique américaine, ont augmenté de 0,1% en données ajustées le mois dernier, contre une progression de 0,6% (révisé) en avril.

Les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur une hausse de 0,2%. L'indice PCE des prix à la consommation a augmenté de 0,1% en mai après +0,4% en avril. Sa hausse sur un an s'établit à 3,8% après +4,3% (révisé).

L'indice d'inflation de base "core PCE", très surveillé par la Réserve fédérale et qui exclut les éléments volatils que sont l'énergie et les produits alimentaires, a augmenté de 0,3% sur un mois après avoir progressé de 0,4% en avril. Sur un an, sa progression est de 4,6%, contre 4,7% un mois plus tôt.

Les économistes interrogés par Reuters tablaient en moyenne sur une hausse de 0,3% sur un mois et de 4,7% sur un an.

BOURSE DE PARIS

## Le CAC 40 s'envole de 14% sur les six premiers mois de l'année

La Bourse de Paris clôture cette dernière séance du mois de juin en forte hausse, portée par un ralentissement en mai de l'inflation en Europe et aux Etats-Unis. Le CAC 40 réalise une semaine parfaite et gagne 14,3% depuis le début de l'année.

La Bourse de Paris se porte très bien, et termine cette dernière séance du mois de juin en nette hausse, portée par des signes d'accalmie sur les prix de part et d'autre de l'Atlantique. Le CAC 40 s'offre ainsi un rebond de 1,19% à la clôture, pour retrouver ses plus hauts depuis le 23 mai, à 7400,06 points. Le rebond du jour permet à l'indice vedette parisien de gagner plus de 3% à l'issue d'une semaine parfaite, avec cinq séances sur cinq en territoire positif. Sur le mois, le CAC 40 progresse ainsi de 3,3%, ce qui porte à 14,3% ses gains depuis le début de l'année. Les marchés ont poussé un gros ouf de soulagement après une inflation qui a montré des signes de ralentissement en mai aux Etats-Unis. L'indice PCE, la jauge favorite de la Réserve fédérale américaine (Fed) dans son appréciation de l'inflation, a ralenti à 3,8% sur un an contre 4,3% le mois d'avant, selon de nouvelles données du département du Commerce. Sa composante "core", qui mesure l'inflation sous-jacente a légèrement ralenti sur un à 4,6% contre 4,7% en avril. Un peu plus tôt dans la journée, les investisseurs étaient dans de bonnes dispositions après avoir pris connaissance du recul de l'inflation dans la zone euro, passant de 6,1% en mai à 5,5% en juin. Cette baisse est toutefois due au fort recul des prix de l'énergie. L'infla-  
**SBF 120**

### Quelles sont les actions les plus shortées par les investisseurs en France?

Comme nous l'avions fait en novembre dernier nous avons demandé à S&P Global Market Intelligence de compiler la liste des valeurs les plus "shortées" sur le deuxième indice le plus important à la place parisienne, à savoir le SBF 120. Le classement comporte encore son lot de surprises. La vente à découvert reste une opération boursière à réserver aux professionnels. Nous avons expliqué en détail dans un précédent article pourquoi les particuliers ne doivent absolument pas s'y risquer.

**Retrouvez les prochains détachements de dividende**

Dernièrement, Gotham City Research a occupé la une de l'actualité boursière en pariant à la baisse sur SES-imagotag. Le célèbre vendeur à découvert avait alors publié une note de recherche au vitriol, accusant la société d'irrégularités comptables, ce que le groupe a fermement démenti. Au-delà de ce cas précis, quelles grandes valeurs françaises sont les plus ciblées par ces shorts-sel-

tion "core", hors prix de l'énergie et alimentaires, a elle légèrement progressé à 5,4% contre 5,3% en mai.

**Apple en lévitation**

La bonne humeur des marchés a aussi été alimentée par Apple, qui a de nouveau franchi la barre des 3000 milliards de dollars de capitalisation boursière à l'ouverture des marchés américains. Le fabricant de l'iPhone avait déjà dépassé cette barre en janvier 2022 avant de se replier sur le reste de l'année.

En France, Engie s'est apprécié 1,5% après avoir déjà gagné 4% jeudi. Le groupe énergétique a relevé ses prévisions de résultats pour l'exercice 2023 grâce aux bonnes performances de son activité GEMS (Global Energy Management & Sales), sa division de trading, fourniture et gestion des risques d'actifs énergétiques.

La veille, le groupe avait été porté par son accord avec la Belgique sur la prolongation de deux réacteurs nucléaires. Un accord qui a pour vertu de donner de la visibilité au groupe sur le coût de traitement des déchets nucléaires.

Société Générale a avancé de 1,1%, bénéficiant d'un changement de recommandation de Deutsche Bank qui est passé d'"acheter" à "conserver" sur la valeur.

lers? Les données les plus fiables dans ce domaine sont compilées par S&P Global Market Intelligence, l'acteur de référence.

À la demande de BFM Bourse, ce spécialiste des données appartenant à S&P a établi un classement du SBF 120, comme en novembre dernier. La mesure de la vente à découvert se fait via le pourcentage du capital en circulation qui est prêté. Précisons que ces données, affichées par l'infographie ci-dessous, ont été arrêtées le 23 juin dernier.

**Une baisse de l'intérêt des vendeurs à découvert**

Un premier enseignement est que l'intérêt des vendeurs à découvert semble avoir diminué depuis notre dernier point, à l'automne dernier. Pour rentrer dans le "top 10" des valeurs les plus vendues à découvert, il fallait alors avoir plus de 8% de son capital prêté contre à peine 5,5% désormais (avec Saint-Gobain). La phase haussière qu'a connu l'ensemble du marché depuis le début de l'année – le SBF 120 gagnant plus de 13% depuis le 1er janvier – a peut-être compliqué la tâche des "shorts sellers" en les contraignant à déboucler leurs positions.

Au niveau du classement, c'est l'opérateur de satellites Eutelsat qui prend la première place avec 15,62% du capital. "Il ne nous appartient pas de commenter les intentions des investisseurs ou des estimations de positions de marché", a réagi la société, contactée par BFM Bourse. "Nous restons

Sodexo (-1%), a relevé sa prévision de rentabilité pour son exercice décalé 2022-2023 (clos fin août) après avoir dégagé une croissance en données comparables de 10,5% au troisième trimestre.

Après avoir gagné près de 30% en matinée, Genfit a connu une forte volatilité et cède au final plus de 10% vendredi soir. La biotech a annoncé des résultats positifs d'une étude clinique, menée en partenariat avec Ipsen (-0,4%), pour sa molécule phare dans une maladie rare du foie.

Casino a continué sa descente aux enfers (-20%) après avoir déjà perdu 32,3% la veille, alors que le groupe a prévenu mercredi soir que dans tous les cas sa restructuration financière se traduirait par une méga-dilution pour ses actionnaires.

Du côté des petites et moyennes capitalisations, 2CRSi a plongé de 9,2% après avoir annoncé des comptes dégradés sur son exercice 2022-2023.

Sur les autres marchés, l'euro reprend 0,4% à 1,0912 dollar. Les cours du pétrole grignotent du terrain. Le contrat sur le Brent de mer du Nord pour livraison en septembre avance de 1,6% à 75,69 dollars le baril, tandis que celui d'août sur le WTI coté à New York prend 1,50% à 70,91 dollars le baril.

confiants dans notre capacité à mener à bien le projet de fusion (avec le britannique OneWeb, NDLR), qui représente un changement d'equity story (l'histoire que la société raconte pour plaire au marché, pour simplifier NDLR) et pour lequel nous voyons un vrai potentiel de création de valeur sur le long terme", a-t-elle ajouté.

De sources de marché concordantes c'est bien ce projet de fusion 50-50 entre Eutelsat et OneWeb, annoncé à l'été 2022, qui semble inquiéter les investisseurs et susciter l'intérêt des vendeurs à découvert. Jusqu'à cette annonce, l'opérateur français présentait au marché une "equity story" avec une activité certes en déclin mais couplée à une forte génération de cash. Même s'il devrait se révéler bénéfique sur le plan de la croissance à moyen terme, ce projet de fusion a quelque peu changé la donne. Eutelsat a d'ailleurs décidé de suspendre le dividende pour les exercices 2022-2023 (Eutelsat clôt ses comptes à fin juin), 2023-2024, et 2024-2025. Le cash du groupe servira ainsi en priorité à financer le déploiement de la deuxième génération de constellations de satellites de OneWeb, appelée Gen-2, dont le coût total est évalué à 4 milliards de dollars avec un début de développement en 2024. Son lancement commercial est prévu, lui, début 2028.

TAUX:

## Détente partout après inflation sauf pour les Gilts UK

La semaine s'achève sur une légère embellie des marchés obligataires dans l'Eurozone, avec des OAT qui effacent -2,5Pts à 2,925% et même écart sur les Bunds à 2,388%. Notons que le chômage remonte légèrement en Allemagne de 5,6% vers 5,7%, mais cela passe inaperçu après la publication des chiffres de l'inflation dans la zone euro pour le mois de juin.

En France, l'inflation continue de se contracter à +4,5%, marquant ainsi un ralentissement sensible après un taux de +5,1% observé le mois précédent.

Par ailleurs, en mai 2023, toujours dans l'Hexagone, les dépenses de consommation des ménages en biens augmentent de 0,5% sur un mois en volume, après une baisse de 0,8% en avril (révisé de +0,2 point par rapport à l'estimation initiale), selon les données CVS-CJO de l'Insee. Ce rebond s'explique principalement

par une consommation plus importante d'énergie (+2,2%), mais la consommation alimentaire est également en hausse de 0,3%, alors que celle de biens manufacturés ressort en légère baisse (0,2%).

Aux Etats Unis, le 'PCE' (inflation 'du panier de la ménagère') a reculé à 3,8% selon le Département du Commerce, soit une division par 2 en 1 an. Le chiffre le plus suivi étant l'indice des prix PCE 'Core' (hors alimentation et énergie) qui augmenté de 4,6% en mai, contre 4,7% d'avril, le taux global recule à 3,8%, soit une division par 2 en 1 an.

Le cycle de désinflation se poursuit mais le cycle de resserrement monétaire de la Fed n'est pas achevé du fait de chiffres très robustes dans l'immobilier et de la résilience du marché du travail.

A titre d'indication, les traders tablent désormais avec une probabilité de 86,8% sur un relèvement de 25 points

de base des taux de la Fed le mois prochain contre une probabilité de 89,3% avant la parution de ces chiffres.

Les statistiques publiées à 14H30 provoquent une détente symbolique de -4Pts du rendement des Treasuries à 10 ans, vers 3,812%, niveau proche d'un plus haut d'un mois, inscrit à 3,895% en matinée.

Notons qu'à 3,8700% ce midi, les taux longs US étaient au même niveau que le 1er janvier, en revanche le '1 ans' a pris +60Pts.

Enfin, pas de réaction aux dépenses de consommation des ménages qui ont augmenté de 0,1% en mai par rapport au mois précédent aux Etats-Unis, d'après le Département du Commerce, une progression globalement conforme aux attentes.

Les 'Gilts' UK se sont une nouvelle fois démarqués par un cavalier seul à la baisse avec des taux de rendement en hausse de +4,5Pts à 4,4250%

| Cours du : 30 Juin 2023  |         |                     |             |             |
|--------------------------|---------|---------------------|-------------|-------------|
| Valeur : 04 Juillet 2023 |         |                     |             |             |
| BASE                     | DEVISES |                     | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                        | USD     | US DOLLAR           | 135.7870    | 135.8020    |
| 1                        | EUR     | EURO                | 147.3696    | 147.4402    |
| 1                        | GBP     | POUND STERLING      | 171.5999    | 171.6622    |
| 100                      | JPY     | JAPANESE YEN        | 93.7432     | 93.7600     |
| 1                        | CNY     | CHINESE YUAN        | 18.6983     | 18.7040     |
| 1                        | CHF     | SWISS FRANC         | 150.8577    | 150.9414    |
| 1                        | CAD     | CANADIAN DOLLAR     | 102.3649    | 102.4071    |
| 1                        | DKK     | DANISH KRONE        | 19.7911     | 19.7951     |
| 1                        | SEK     | SWEDISH KRONA       | 12.4809     | 12.4878     |
| 1                        | NOK     | NORWEGIAN KRONE     | 12.6135     | 12.6277     |
| 1                        | AED     | UAE DIRHAM          | 36.9669     | 36.9741     |
| 1                        | SAR     | SAUDI RIYAL         | 36.2041     | 36.2100     |
| 1                        | KWD     | KUWAITI DINAR       | 441.2967    | 441.4889    |
| 1                        | TND     | TUNISIAN DINAR      | 43.7749     | 44.2148     |
| 1                        | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     | 13.7439     | 13.7454     |
| 1                        | LYD     | LIBYAN DINAR        | 28.1651     | 28.3098     |
| 1                        | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.9393      | 3.9397      |
| 1                        | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   | 181.1329    | 181.1329    |

## LE COOL ROOFING

**Une solution simple pour rafraîchir un bâtiment**

Peindre en blanc les toits permettrait de limiter l'absorption du rayonnement solaire de 90 %, donc une diminution en moyenne de 6 °C dans les bâtiments.

Est-ce l'une des solutions pour lutter contre le changement climatique venant d'en haut ? Par exemple par un rafraîchissement passif : utiliser une peinture blanche fortement réfléchissante sur les toits. Cette technique dite de « cool roofing » existe depuis longtemps, notamment dans les pays du pourtour méditerranéen et d'Amérique du Sud, habitués aux fortes chaleurs. « Nous avons la chance en France jusqu'à maintenant d'avoir un coût de l'énergie pas très élevé, mais les choses changent avec la spirale inflationniste actuelle, mais aussi les nombreux épisodes caniculaires qui nous forcent à réfléchir à des alternatives plus durables », explique Julien Martin-Cochet, directeur général de Cool Roof France.

**Allier performance réfléchive et impact écologique**

L'entreprise a été créée en 2015 par Frédéric Lachèvre, un Finistérien gérant d'un parc immobilier confronté à ce problème. Après deux années d'études et de recherches, est mise au point une solution qui va faire de l'entreprise un des leaders du domaine en Europe. « Nous sommes les seuls à avoir intégré un laboratoire et un bureau d'études pour mener une ana-

lyse complète du cycle de vie de nos produits et adopter une démarche éco-conception pour réduire la quantité de pigments, intégrer une source renouvelable de carbonate de calcium, la coquille d'huîtres, tout en maintenant une haute performance réfléchive », se félicite Julien Martin-Cochet. Cool Roof France a même rempli une fiche de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) pour apporter toutes les garanties nécessaires à leurs clients.

**Réduire la température, l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre**

Résultat : trois solutions sont disponibles pour toutes les surfaces, Cool Roof pour les toits, Cool Wall pour les murs et même Cool Glass pour les vitres. Les revêtements limitent l'absorption du rayonnement solaire de 90 %, donc l'accumulation de chaleur dans les bâtiments, ce qui représente une diminution en moyenne de 6 °C dans les bâtiments. Qui dit baisse des températures, dit aussi utilisation moindre des systèmes de climatisation, avec une consommation énergétique réduite de 20 à 50 %, une facture moindre jusqu'à 70 Wh.m<sup>2</sup>/jour selon cette étude, et une atténuation des émissions de gaz à effet de serre. En plus, les revêtements permettent

de diminuer la dilatation et la contraction de la toiture, de protéger des UV et donc d'augmenter leur durabilité.

**Le cool roofing en complément de la végétalisation et du photovoltaïque**

Faut-il pour autant repeindre tous les toits en blanc au détriment d'autres solutions comme la végétalisation ? « On a tendance à les mettre en concurrence alors qu'elles sont complémentaires. Tout dépend de la toiture en fait, puisque la végétalisation peut représenter un poids de 100 à 150 kg au m<sup>2</sup>, et le photovoltaïque entre 20 à 30 kg au m<sup>2</sup> », répond Julien Martin-Cochet. Le free cooling, donc la ventilation du bâtiment peut aussi représenter un solution de refroidissement de l'air tout en participant à sa régénération. Sachant que le bâtiment compte à hauteur de 43,87 % de la consommation annuelle d'énergie en France, dont 20,9 % concernent le secteur tertiaire avec ses 950 millions m<sup>2</sup> de toiture, il y a de la place !

**GRÂCE À UN DISPOSITIF « BIOHYBRIDE » INNOVANT****Un nouvel espoir pour les personnes atteintes de paralysie**

Des chercheurs ont créé un appareil « biohybride », mêlant électrodes et cellules souches pour se connecter aux terminaisons nerveuses. Cela pourrait représenter un nouvel espoir pour les personnes paralysées et même permettre un contrôle fin des prothèses. Des chercheurs de l'université de Cambridge ont mis au point une nouvelle technique qui permet de reconnecter des neurones sectionnés en combinant des cellules souches avec des circuits électroniques souples pour créer un appareil « biohybride ». Cela pourrait aider aussi bien des personnes paralysées que celles ayant subi une amputation et qui portent une prothèse. Ils ont publié leurs résultats dans la revue Science Advances. Pour redonner fonction à un membre paralysé, différentes recherches ont tenté de reconnecter les axones dans un nerf endommagé grâce à des circuits électriques. Toutefois, elles se sont heurtées à un obstacle majeur. Lorsqu'une électrode est reliée à un nerf, le corps forme du tissu cicatriciel qui bloque le signal électrique. Les différentes étapes de l'implantation (Fig A), l'implant (Fig B à E) et une augmentation de l'impédance mesurée au bout de quatre semaines qui reste acceptable

**Les cellules souches, la clé pour éviter la cicatrisation**

Les chercheurs ont développé un appareil capable de se connecter à la terminaison d'un nerf pour recevoir les signaux des axones individuels qui le composent, en utilisant des réseaux de microélectrodes. Ils ont ajouté une couche de cellules souches pluripotentes induites — des cellules souches créées à partir de cellules adultes — pour créer des myocytes, autrement dit des fibres musculaires. L'utilisation de myocytes permet d'amplifier le signal électrique transmis par l'axone, et évite la formation de tissu cicatriciel. L'appareil a été implanté dans des rats, en reliant les microélectrodes recouvertes de cellules aux terminaisons de nerfs sectionnés au niveau de la patte avant. Les chercheurs ont constaté une évolution du signal enregistré au bout de deux semaines qui correspond au temps de régénération des axones afin qu'ils se connectent aux myocytes.

**POUR MOINS DE 90 000 EUROS****Des vols à 100 km/h avec l'avion électrique monoplace Jetson One**

Dès 2024, Jetson compte commercialiser son eVTOL de loisir. L'aéronef monoplace est conçu pour évoluer à basse altitude à 100 km/h. Avec ses nombreuses assistances, il est facile à piloter et devrait coûter moins de 90 000 euros.

Les projets autour des eVTOL, c'est-à-dire des aéronefs électriques à décollage et atterrissage verticaux, sont nombreux. Il s'agit essentiellement de créer des taxis volants, et certains projets ont bien avancé, mais des fortunes sont englouties pour mettre au point ces appareils.

Parmi les projets les moins coûteux, il y a celui du suédois Jetson. La firme mise sur la simplicité et l'économie. Le Jetson One, son modèle d'eVTOL monoplace, peut être pris en main très rapidement et ne nécessite même pas d'obtenir une quelconque licence de pilotage aux États-Unis. Autrement dit, c'est la mobylette des airs. Mais surtout, son prix le rend abordable, puisqu'il pourrait être commercialisé moins de 92 000 dollars, c'est-à-dire autour de 88 700 euros.

Le Jetson One ressemble à un croisement entre un buggy et un drone quadricoptère. Avec son châssis d'aluminium, il est très léger et ne pèse que 86 kg. C'est d'ailleurs cette faible masse qui autorise le pilote à se passer de licence. La FAA américaine limite sa hauteur de vol à 1 500 pieds, c'est-à-dire autour de 460 mètres. Pour décoller, le Jetson One est soulevé du sol par quatre doubles rotors dotés chacun de deux hélices, ce qui fait huit hélices au total. Ces rotors se trouvent au bout de bras repliables et ils sont alimentés par une batterie de 88 KW.

**Un usage récréatif exclusif**

L'aéronef peut voler à une vitesse de 100 km/h durant une vingtaine de minutes. Question pilotage, c'est rudimentaire. Par exemple, l'appareil est équipé de capteurs Lidar qui viennent automatiser l'essentiel du processus d'atterrissage. Ces mêmes capteurs Lidar servent à éviter automatiquement les obstacles. De même, il est possible de lâcher les commandes pour rester en vol stationnaire stabilisé. Selon l'avionneur, il faudrait seulement cinq minutes pour apprendre à le manœuvrer. Pour le ranger dans un garage sans qu'il occupe trop de place, les bras peuvent être repliés. Dans cette configuration, le Jetson One ne mesure que 90 centimètres de large. L'appareil est équipé de quelques fonctions d'urgence, y compris un parachute balistique à déploiement rapide. De même, selon son concepteur l'aéronef peut continuer à voler en sécurité si l'un des moteurs vient à lâcher. Les précommandes seront ouvertes en 2024. Pour réserver un Jetson One, il faudra alors déboursier 8 000 dollars. Pour le moment, l'aéronef reste toujours en cours de test. Il faut également rappeler que, pour coller aux restrictions imposées par la FAA, le Jetson One n'est utilisable uniquement que de façon récréative et surtout pas en milieu urbain.

## PUBLICITE

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA  
DAIRA DE BOUFARIK  
COMMUNE DE BOUFARIK

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, et après l'avis d'Appel d'Offre Ouvert Avec Exigence Des Capacités Minimales N° 03/2023 parue dans les journaux :

14/05/2023

LES ENJEUX ECO 11/05/2023

Et le bulletin officiel des marchés des opérateurs publics - BOMOP -  
Concernant la réalisation de l'opération :

**RENOVATION RESEAU D'AEP A TRAVERS LES QUARTIERS ET RUELLES DE LA COMMUNE**

Le président de l'assemblée populaire communal de BOUFARIK, annonce l'octroi provisoire de l'opération suivant le tableau

| LOT N°   | ENTREPRISE  | MONTANT TTC DA   | MONTANT TTC DA APRES CORRECTION | DE LAI                 | OBSERVATIONS    |
|--|---|------------------|---------------------------------|------------------------|-----------------|
| LOT N°01:<br>RUE AOUDI,<br>EL GHERS,<br>BEN DAR<br>CITE VOLUTIVE<br>CITE RURAL,RHP<br>BERRIANE<br>CITE KARECHE       | ETBH BOUCIF IBRAHIM<br>CITE DES<br>ABATTOIRES N25<br>STAOUALJALGER                            | 12 212 256,00 DA | 12 199 166,00 DA                | Quatre<br>Mois<br>(04) | Moins<br>Disant |
| LOT N°02:<br>LOTISSEMENT<br>HAMAIDI  | E.T.P.H.B-TCE BOUABDELLAH<br>LAKHDAR CITE 116 LOGTS<br>BT 03 SOUMAA<br>W.BLIDA                | 9 987 313,00 DA  | //                              | Quatre<br>Mois<br>(04) | Moins<br>Disant |
| LOT N° 03:<br>CITE SOUMAM<br>ET RUE KADOUR<br>ABOUBEKEUR   | SARL WISSAL RAY CITE GANANI<br>BLOC 171 N°7 3IEME ETAGE<br>GROUPE PROPRIETE N°437<br>W.DJELFA | 12 311 808,50 DA | 11 991 808,50 DA                | Trois Mois<br>(03)     | Moins Disant    |
| LOT N°4 :<br>PETIT PLATANE ET<br>RACCORDEMENT<br>HAI BOUAGUEB A<br>PARTIR DE LA<br>CONDUITE<br>VENANT DE SI<br>SMAIL | ETHBTFP FERROUK MOHAMED<br>ROUTE DE BLIDA<br>OUED KHEMIS SOUMAA W.BLIDA                       | 14 824 841,50 DA | //                              | Quatre Mois<br>(04)    | Moins Disant    |

Les soumissionnaires ont un délai de dix jours à compter de la première parution date de publication du présent avis d'attribution sur la presse nationale et le BOMOP pour formuler d'éventuels recours.

Les soumissionnaires intéressés sont invités de s'approcher du service concernée de l'APC au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières.

| ★                   | ÉTAT FORT SOUTENANT UN FAIBLE | REPRISE | FACILE À TOUCHER  | PONTIFIERA    | ÉPONGE ARABE    | GARNITURE DE BROCHE | CHEF DES ARMÉES | DÉS-ÉQUILIBRÉ   | CONVOI FERROVIAIRE |
|---------------------|-------------------------------|---------|-------------------|---------------|-----------------|---------------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| MIJOTANT            |                               |         |                   |               |                 |                     |                 |                 |                    |
| REMETTRE EN MÉMOIRE |                               |         |                   |               |                 |                     |                 |                 |                    |
| OLFACTION           |                               |         |                   |               |                 |                     | FAIT PARTIR     |                 |                    |
|                     |                               |         |                   |               |                 |                     | MIT À L'ÉCART   |                 |                    |
| SEIN FAMILIER       |                               |         |                   |               |                 | ÉLÉVATION DU TON    |                 |                 |                    |
|                     |                               |         |                   |               |                 | LONG VÉLO           |                 |                 |                    |
| CHEF ARABE          |                               |         |                   |               | MOUCHE DU COCHE |                     |                 |                 |                    |
|                     |                               |         |                   |               | ESSAYÉE         |                     |                 |                 |                    |
| ROBES D'APPARAT     |                               |         |                   |               |                 |                     |                 |                 | ASSEMBLÉ           |
| CHEF DE TROUPE      |                               |         | DOTER D'UN REVENU |               |                 |                     |                 |                 |                    |
|                     |                               |         | LIGOTÂT           |               |                 |                     |                 |                 |                    |
| VILLE DE FLORIDE    |                               |         |                   |               |                 |                     |                 | TITRE RELIGIEUX |                    |
| CHAÎNES ITALIENNES  |                               |         |                   | NERVEUX       |                 |                     |                 |                 |                    |
|                     |                               |         |                   | LETRE GRECQUE |                 |                     |                 |                 |                    |
| FRÈRE DE MÉNÉLAS    |                               |         |                   |               |                 |                     |                 |                 |                    |
| ENTÊTÉE             |                               |         |                   |               |                 | GRAND COPAIN        |                 |                 |                    |

LEXUS RZ 450E (2023)

## Un train (électrique) en retard !

Pionnier de l'électrification avec ses hybrides auto-rechargeables, le groupe Toyota-Lexus s'est étonnamment laissé dépasser par la concurrence sur le 100% électrique ! Après le Toyota bZ4X, Lexus tente à son tour de prendre le train en marche avec le RZ.



Comme ce sont encore des prototypes, merci de bien vouloir signer la décharge de responsabilité. Et comme les deux derniers virages avant l'hôtel sont un peu serrés, les RZ dotés de la direction et du volant One Motion Grip sont stationnés un peu plus loin.] Voilà un préambule à l'essai du premier SUV Lexus électrique qui jette un léger froid, non ? Certes, avant lui, il y a bien eu l'UX 300e, mais ce dernier ne repose pas sur une plateforme spécifique ; le RZ, oui !

Si bien que même les ingénieurs Lexus le considèrent comme une première, qui reprend toutefois une base technique connue, baptisée e-TNGA, inaugurée par le bZ4X, premier SUV électrique Toyota, lequel vit des débuts... difficiles ! Mais nous ne sommes pas là pour parler de ce dernier.

### Plus dynamique qu'attendu pour un SUV Lexus

D'autant qu'au-delà de ces entrailles communes, le Lexus se distingue suffisamment de son cousin pour être plus qu'une copie luxueuse. Il reçoit notamment non pas un, mais deux moteurs électriques (un par essieu) de respectivement 150 kW à l'avant et 80 kW à l'arrière.

Les voitures électriques comptant à leur manière, cela nous donne 230 kW ou 313 ch pour revenir à nos repères habituels. Une puissance qui ne vous scotche pas au siège comme d'autres SUV électriques mais qui est plus que suffisante pour assurer des performances dignes d'un engin du genre.

Le RZ est donc aussi 4 roues motrices, comme en atteste son comportement routier serein et plaisant. Et même un

souçon plus dynamique qu'attendu pour un SUV Lexus.

Levons également tout de suite le doute sur les craintes de départ suscitées par cette fameuse direction sans liaison mécanique, dite One Motion Grip, "the" grosse innovation du RZ, à laquelle il faut bien évidemment s'accoutumer mais qui finalement devient presque transparente.

Du moins en conduite apaisée et tranquille. En manœuvre et en cas d'urgence, la forme inattendue du volant papillon n'est en effet pas toujours en adéquation avec nos réflexes courants.

Il faut prendre l'habitude de ne plus bouger ni faire glisser ses mains sur le volant. En tout cas, puisque vous lisez ces lignes, cher lecteur, c'est que tout s'est bien passé !

### EN EUROPE

#### Les voitures gagnent 1 centimètre par an

En 20 ans, la longueur moyenne des voitures neuves en Europe a pris 20 centimètres. Les hauteurs et largeurs moyennes se sont également accrues.

Il n'est plus un secret que les voitures neuves sont gavées aux hormones de croissance. Et ce depuis plus de 20 ans, et l'avènement de normes de sécurité toujours plus drastiques, de besoins accrus en confort et en silence et d'une électrification du parc qui n'est pas étrangère à la prise de poids générale. En plus des kilogrammes glanés sur la balance, les voitures neuves ont également pris quelques centimètres dans tous les axes : longueur, largeur, et surtout hauteur.

Voitures plus grandes et plus lourdes : 5 exemples du surpoids qui touche l'automobile. En 20 ans, les voitures ont pris en moyenne 7 centimètres en hauteur (1,55 m en 2022). Cela représente 30 mm par an : colossal ! La faute, évidemment, aux SUV qui représentent désormais plus de 40 % des immatriculations en Europe. Et pour la largeur, c'est 10 centimètres glanés en 20 ans. Plus larges et plus hautes, voilà une recette qui va à l'encontre des principes fondamentaux d'aérodynamique.

#### Les voitures devenues trop encombrantes ?

Le Peugeot 3008 actuel est l'archétype du modèle "compact" familial. Il est aussi grand qu'un 806, qui pouvait accueillir jusqu'à 8 personnes.

Le pire est à trouver du côté de la longueur : + 20 cm en un peu plus de 20 ans (4,16 mètres en 2000, 4,36 mètres en 2022). Un centimètre en plus chaque année pour un parc automobile qui n'a fait que grandir en Europe. Toujours plus de voitures, toujours plus grandes.

Ceci explique en partie les gros problèmes de gestion des véhicules routiers dans les grandes villes : comment les faire circuler de façon sûre ? Comment les stationner dans des parkings aux parois non extensibles ? Des questions qui risquent de rester en suspens au regard des voitures électriques mises sur le marché aujourd'hui en Europe.

### NOUVELLE BAISSÉ DES PRIX CHEZ TESLA

#### Le mauvais choix d'Elon Musk ?

Le PDG de Tesla, Elon Musk, a laissé entendre que de nouvelles baisses de prix pourraient être sur le point de stimuler la demande.

Le constructeur américain n'en finit plus de jouer avec les prix, à la hausse, à la baisse, parfois sans raison apparente. Récemment, la Model 3 a baissé de 13 000 € en France (en rentrant dans la tranche du bonus écologique), puis plus récemment quelques ajustements à la baisse ou à la hausse ont encore eu lieu.

Certains constructeurs, comme Ford ont emboîté le pas tandis que Volkswagen et Renault ont refusé d'entrer dans la danse. Comme nous le disions, Tesla a déjà réduit ses prix plusieurs fois



cette année (bonus inclus, une Model 3 débute à 36 990 €) et d'autres réductions pourraient être en cours à en juger par les commentaires du PDG. En effet, Elon Musk a déclaré

aux analystes qu'il était heureux de gagner moins d'argent sur chaque voiture vendue si cela signifiait que Tesla augmentait sa production globale. « Nous avons estimé que nous-

ser pour des volumes plus élevés et une flotte plus grande est le bon choix ici par rapport à un volume plus faible et une marge plus élevée », a déclaré Musk mercredi lors d'un appel aux résultats trimestriel de routine. Contrairement aux constructeurs européens qui cherchent avant tout de la marge, telle Mercedes ou Porsche, Tesla vise donc l'inverse, sans doute pour continuer de devancer BYD en tant que plus gros vendeur mondial de VE.

« Nous prévoyons que nos véhicules au fil du temps seront en mesure de générer des bénéfices significatifs grâce à l'autonomie », a-t-il ajouté. Cela fait référence au système Full Self Driving de Tesla, désor-

mais disponible sur abonnement. Si les acheteurs potentiels de VE se réjouissent de ces baisses de prix successives, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Les concurrents font grise mine, comme dit plus haut, tandis que les clients ayant déjà acheté leur Tesla n'apprécient que très moyennement la dépréciation de leur voiture sur le marché de l'occasion.

Les investisseurs sont également mécontents et l'ont fait savoir ses derniers jours, l'action ayant chuté de 11 % cette semaine (-18 % sur le dernier mois).

## 28 hectares ravagés par le feu

L'incendie déclaré, mardi dernier, dans la forêt « Spector » à Ain El Berd dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, a détruit plus de 28 hectares de couvert forestier. La conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel Abbès a déclaré : « La zone endommagée par cet incendie est répartie entre forêt, maquis, broussailles et herbes sèches, ainsi que des espaces forestières, en plus de la dévastation d'un grand nombre d'animaux sauvages »

Il a été mentionné également que jeudi dernier, les incendies ont finalement été maîtrisés et éteints et empêchés d'atteindre les résidences et les pâturages voisins, après avoir été dispersés dans des endroits séparés en raison du vent, ce qui a rendu la tâche difficile, d'autant plus que cette forêt est caractérisée par des terrains d'accès difficiles



BMS

## Températures caniculaires du lundi au mercredi sur plusieurs wilayas du Sud

Des températures caniculaires pouvant atteindre les 50 degrés Celsius affecteront plusieurs wilayas du Sud du pays du lundi au mercredi au moins, indique dimanche un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de météorologie.

Placées niveau de vigilance «orange», les wilayas concernées par ces températures sont Tindouf, Béni Abbés, Timimoun, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et In Salah, souligne le BMS, précisant que les températures maximales prévues sont 49 degrés pouvant atteindre localement 50 degrés, alors que les températures minimales prévues oscilleront entre 36 et 39 degrés-Celsius.

DIALOGUE COMMERCIAL ENTRE L'UE ET LA CHINE

## Les discussions sont au point mort

L'ambassadeur de l'UE en Chine, Jorge Toledo, a regretté, ce dimanche, que le « dialogue économique et commercial [n'ait] pas progressé, ou du moins pas de manière substantielle, au cours des quatre dernières années ». En cause notamment, l'ambiguïté de la position chinoise sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Chine est pour l'UE « à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systémique », a-t-il souligné.

Les relations entre l'Union européenne et la Chine ne sont décidément pas au beau fixe. « Je suis désolé de dire que nous avons un dialogue économique et commercial qui n'a pas progressé, ou du moins pas de manière substantielle, au cours des quatre dernières années », a ainsi regretté l'ambassadeur de l'UE en Chine, Jorge Toledo ce dimanche. Le diplomate n'a toutefois pas explicité à quel(s) dossier(s) en particulier il faisait référence.

Preuve en est, la Commission européenne a suspendu ses efforts pour faire ratifier par les Etats membres et le Parlement un accord sur les investissements conclu fin 2020 avec la Chine, au bout de sept

ans de discussions, après des divergences autour des droits de l'Homme dans la région à majorité musulmane du Xinjiang. En outre, l'UE a décidé de « réajuster » en mai dernier sa position vis-à-vis de la Chine pour réduire sa dépendance économique, au moment où Pékin est soupçonné d'apporter à Moscou un soutien tacite dans sa guerre en Ukraine. L'un des contentieux les plus vifs avec Pékin est, en effet, lié à l'ambiguïté de la position chinoise sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Si la Chine ne reconnaît pas les territoires annexés par Moscou en Ukraine, elle n'a pas pour autant condamné l'intervention militaire. « L'Ukraine [...] est la question qui peut faire ou défaire les relations entre l'Union européenne et la Chine », a ainsi mis en garde l'ambassadeur d'Espagne en Chine, Rafael Dezcallar Mazarredo. « Elle peut les améliorer considérablement ou les entraîner sur une voie très négative », a-t-il souligné lors de ce même forum.

« Un partenaire, un concurrent et un rival systémique »

« Nous voulons nous engager avec la Chine, mais nous avons besoin

MOHAMED HENNI, REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER

## « Les députés doivent passer à l'offensive pour protéger les Algériens où qu'ils se trouvent »

Réagissant à l'intervention du Quai d'Orsay, suite à l'assassinat, à Nanterre, du jeune Nahel (17 ans), le député indépendant, Mohamed Henni, représentant de la communauté nationale à l'étranger, a interpellé toutes les institutions du pays à « la protection de nos compatriotes et leurs biens là où ils se trouvent. »

Pour rappel, la ministre des Affaires étrangères française, Catherine Colonna, a réagi à l'assassinat de Nahel en réfutant « des actes racistes totalement infondés ».

L'invité de la Rédaction de la chaîne 3 a imploré les députés de l'Assemblée populaire nationale à « passer de la défensive à l'offensive pour porter le message des Algériens ». « J'invite mes collègues à agir de la

sorte », a-t-il lancé, ce dimanche, pour dénoncer cet acte ignoble, perpétré mardi passé, par un policier français. Et de rappeler qu'il y a eu 13 assassinats commis, dernièrement, par cette police, sauf que celui de Nahel a été diffusé sur les réseaux sociaux.

Un acte qualifié de crime raciste dénoncé à l'unanimité en France et ailleurs. L'ONU a aussi épinglé la France et lui demande de « se pencher sérieusement sur la question du racisme chez les forces de l'ordre ». « Ces forces qui agissent en versant dans le délit de faciès, lors des contrôles de routine, allant jusqu'à appeler au meurtre », a-t-il indiqué. Allusion faite à l'appel des deux syndicats français de police au meurtre via un communiqué.

« Ce crime est une opportunité pour la droite française de s'attaquer ouvertement à l'Algérie », a déploré M. Henni, regrettant que « c'est une habitude chez la droite française qui y trouve grand plaisir à s'attaquer à notre pays. »

« Quand on entend les déclarations de certains politiciens français qui surfaient sur le sujet essayant de minimiser les faits », dit le député indépendant estimant qu'aujourd'hui, la révolte par des manifestations imposantes, partout en France, exprime « le refus de la communauté nationale de cette politique qui fait dans la répression plutôt que dans la prévention ».

« Les rôles sont inversés et au lieu de protéger la population, avec toutes les communautés présentes sur le

sol français, c'est devenu plutôt une guéguerre où la police française agit en rapport de force », a-t-il fait remarquer, rappelant que « le devoir de la police, payée par le contribuable, dont celui des Algériens, est de protéger les gens ».

Sur le plan médiatique, le crime est outrageusement déformé et l'assassinat de Nahel s'est transformé pratiquement en un lynchage de l'Algérie, a ajouté l'élu algérien dans la circonscription électorale de France. « Députés et pseudo-chroniqueurs s'adonnent à des déclarations qui nous incitent à réagir », a-t-il fait savoir. Et d'apostropher : « Il est temps que l'Assemblée nationale (APN, ndlr) passe à l'action ».

AFFAIRE NAHEL

## L'élue Karima Khatim dénonce « un racisme systémique en France »

Le décès du jeune Nahel, 17 ans, ciblé par un tir de police lors d'un contrôle à Nanterre, provoque de multiples réactions au sein de la classe politique française. La présidente de l'association Amitié Franco-Algérienne (AFA), Karima Khatim, également élue locale en Seine-Saint-Denis, décrit « un racisme systémique en France, notamment au sein de la police française », et se dit « rassurée du soutien apporté par les institutions algériennes envers la diaspora ».

Loin d'être un acte isolé, l'affaire du décès de Nahel ravive les blessures de

la communauté maghrébine en France et creuse encore la fracture sociale née de la gestion de l'immigration dans ce pays. « Nous sommes constamment ramenés à nos origines », témoigne l'élue Karima Khatim, contactée par la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. La franco-algérienne dénonce « un racisme systémique », et juge « inadmissible que cela se produise au sein de la police, sensée protéger les civils et non pas exercer une répression sur certains d'entre eux ».

La présidente de l'association Amitié Franco-Algérienne (AFA), Karima

Khatim, élue locale en Seine-Saint-Denis, décrit « un racisme systémique en France, notamment au sein de la police française », sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. La présidente de l'AFA salue le soutien apporté par la diplomatie algérienne à la famille de Nahel, ainsi qu'à l'ensemble des membres de la diaspora algérienne en France. « Ça nous rassure de savoir que notre patrie l'Algérie sera toujours derrière nous », confie Karima Khatim.



de progrès et nous (en) avons besoin cette année », a, de son côté, insisté Jorge Toledo ce dimanche, précisant qu'un dialogue économique de haut niveau entre les deux parties serait organisé « très probablement en septembre ». La Chine est pour l'UE « à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systémique », a souligné celui qui s'exprimait lors d'un forum organisé à Pékin.

Des propos qui font écho à ceux de l'Allemagne mi-juin. Un document de près de 80 pages, présenté par le chancelier Olaf Scholz et des ministres de son gouvernement, soulignait, en effet, que le géant asiatique tente « par différents

moyens de remodeler l'ordre international existant basé sur des règles, revendique de plus en plus offensivement une suprématie régionale et agit sans cesse en contradiction avec nos intérêts et nos valeurs ». « La Chine est un partenaire, un concurrent et un rival systémique. Nous constatons que les éléments de rivalité et de concurrence ont augmenté ces dernières années », notait encore le document. \*

Des tensions avec les Etats-Unis

Du côté des Etats-Unis, le président américain a également dénoncé le comportement chinois. Après une visite de son secrétaire

d'Etat, Antony Blinken à Pékin avec l'objectif de renouer le dialogue entre la Chine et les Etats-Unis, Joe Biden a désigné comme « dictateur » son homologue chinois Xi Jinping. Faisant référence à un épisode récent au cours duquel les Etats-Unis ont détruit un ballon chinois qui selon eux espionnait leur territoire, il a assuré que « la raison pour laquelle le président chinois s'est tellement énervé quand j'ai abattu ce ballon plein de matériel d'espionnage est qu'il ne savait pas que cet engin se trouvait là ». Et d'ajouter que « c'est très embarrasant pour les dictateurs quand ils ne savent pas ce qui s'est passé ».

« Les deux parties ont fait des progrès et sont parvenues à des terrains d'entente sur certains points spécifiques », s'était pourtant félicité Xi Jinping à l'issue de la visite d'Antony Blinken, sans préciser ces derniers, qualifiant les avancées de « très bonne chose », selon la télévision publique CCTV. De même, le secrétaire d'Etat américain avait salué « des progrès ». « Aucune de ces questions ne sera résolue en une seule visite », avait-il toutefois nuancé.